

L'aide alimentaire des États-Unis : réduire la faim dans le monde





Volume 12, Numéro 9

Les programmes d'information internationale

Coordonnateur Jeremy Curtin
Directeur de la publication Jonathan Margolis

Conception George Clack
Rédacteur en chef Richard Huckaby
Directeur de la rédaction Bruce Odessey
Chef de la production Tim Brown
Chef adjointe de la production Chloe Ellis
Version Internet Janine Perry

Révision Kathleen Hug
Photographies Maggie Sliker
Page de couverture Thaddeus Miksinski
Documentaliste Anita Green
Rédactrice associée Alexandra Abboud
Traduction Service linguistique IIP/G/AF
Maquette de la version française Africa Regional Services, Paris

Légendes des photos de la page de couverture

Des milliers de gens participent à une marche contre la faim à Tegucigalpa (Honduras)
© AP Images/Edgard Garrido

En bas à gauche : A Tuzla (Bosnie), des femmes portent des sacs de farine offerts par les États-Unis.
© AP Images/David Brauchli

En bas à droite : Des Pakistanais chargent des sacs de blé offerts par les États-Unis qui sont destinés à l'Afghanistan.
© AP Images/Peter Dejong

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie cinq revues électroniques sous le logo « eJournal USA » – Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des États-Unis et La Société américaine – qui examinent les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale ainsi que la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis.

Une nouvelle revue est publiée chaque mois en anglais et est suivie deux à quatre semaines plus tard d'une version en français, en portugais, en espagnol et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et dans d'autres langues.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperliens; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, photographies et illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des États-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des revues à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante : <http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm>. Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, eJournal USA
IIP/PUBJ
U.S. Department of State
301 4th St. SW
Washington, DC 20547
États-Unis d'Amérique
Courriel : eJournalUSA@state.gov

Avant-propos

Vous n'avez probablement pas faim, pas vraiment, en tout cas pas le genre de faim qui rend les gens léthargiques et vulnérables aux maladies et qui, parfois, les tue.

Pourtant, quelque 850 millions de personnes dans le monde souffrent de famine et de malnutrition. En 1996, les participants au Sommet mondial de l'alimentation se sont engagés à réduire de moitié le nombre de personnes affamées d'ici à 2015.

Or cela semble peu probable, même si les agriculteurs produisent sensiblement plus de vivres qu'il n'en faut pour nourrir le monde.

La Révolution verte du XX^e siècle a apporté aux pays en développement le maïs, le riz et le blé à haut rendement, évitant sans doute à de nombreuses personnes de souffrir de la faim. On ne sait pas si la science continuera de trouver les moyens de produire suffisamment de vivres pour suivre le rythme de la croissance démographique. La biotechnologie est l'un des espoirs du XX^e siècle.

Le personnel des agences publiques et des organisations non gouvernementales fait son possible pour nourrir les affamés avec les excédents alimentaires existants qui baissent à vue d'œil. Le gouvernement des États-Unis, qui est, de loin, le principal donateur mondial d'aide alimentaire, vise en premier lieu à sauver des vies et, en deuxième lieu, à améliorer les conditions de vie des populations de façon à leur permettre de s'alimenter elles-mêmes.

Les obstacles sont nombreux, qu'il s'agisse de maladies, de catastrophes naturelles telles que des inondations, de désastres causés par l'homme tels que les guerres, ou de mauvaises mesures mises en œuvre pour des raisons politiques dans les pays donateurs et bénéficiaires de l'aide.

Ces pays se heurtent à des obstacles à la réduction de la faim. Surmonter ces obstacles nécessite une volonté politique. Voilà matière à « alimenter » votre réflexion.

La rédaction



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / SEPTEMBRE 2007 / VOLUME 12 / NUMÉRO 9

<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>

L'aide alimentaire des États-Unis : réduire la faim dans le monde

4 Œuvrer de concert pour éliminer la faim

ALAN LARSON, CONSEILLER PRINCIPAL AU CABINET
D'AVOCATS COVINGTON AND BURLING

L'élimination de la faim et de la malnutrition
est un objectif réalisable, mais uniquement si les
gouvernements prennent les bonnes décisions politiques.

8 La Révolution verte

EXTRAIT D'UN DISCOURS DU LAURÉAT DU PRIX
NOBEL NORMAN BORLAUG

La Révolution verte a permis à l'homme de
remporter un succès temporaire dans la lutte qu'il
mène contre la faim et la malnutrition.

9 La biotechnologie, un outil de lutte contre la faim

RACHEL CHEATHAM ET ANDREW BENSON,
INTERNATIONAL FOOD INFORMATION COUNCIL

Étant donné la disponibilité limitée de terres arables
et la difficulté d'obtenir des résultats dans des zones
arides ou infestées de parasites, la biotechnologie
agricole est à l'heure actuelle l'une des méthodes les
plus prometteuses.

10 Rompre le cycle de la faim

ENTRETIEN AVEC JOSETTE SHEERAN, DIRECTRICE
GÉNÉRALE DU PAM

Nous avons les moyens de réduire de moitié le
nombre de gens qui souffrent de la faim ; encore
faut-il en avoir la volonté politique.

14 La diplomatie américaine au secours des affamés

AMBASSADEUR GADDI VASQUEZ

La mission des États-Unis auprès des agences des
Nations unies à Rome lutte activement contre la
faim dans le monde.

15 Les principaux acteurs de l'aide à l'étranger

ANGELA RUCKER, AGENCE DES ÉTATS-UNIS POUR
LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

L'acheminement vers les pays en développement de
l'aide alimentaire provenant d'exploitations agricoles
américaines met en jeu un certain nombre d'acteurs
disparates.

18 L'agriculteur américain et l'aide alimentaire des États-Unis

BRUCE ODESSEY, CHEF DE LA RÉDACTION DE
eJOURNAL USA

Le Congrès est en train d'étudier un projet de loi agricole qui autoriserait l'achat d'une partie de l'aide alimentaire sur des marchés locaux au lieu de ne fournir que des vivres d'origine américaine.

21 La faim : face aux réalités

BOB BELL, DAVID KAUCK, MARIANNE LEACH ET
PRIYA SAMPATH, CARE

L'aide alimentaire est utile dans les situations d'urgence, mais il faut, à long terme, appliquer des solutions durables si l'on veut réduire de moitié le nombre de personnes qui souffrent de la faim.

27 Triple menace en Afrique australe

JORDAN DEY, DIRECTEUR DES RELATIONS AVEC
LES ÉTATS-UNIS AU PROGRAMME ALIMENTAIRE
MONDIAL

En Afrique australe, du fait de l'épidémie de VIH/sida, nombre d'agriculteurs sont trop malades pour cultiver leurs terres. Les donateurs peuvent accroître considérablement l'efficacité des médicaments qu'ils fournissent déjà en donnant aux familles touchées par la maladie une alimentation suffisante.

31 L'aide aux pastoralistes de la Corne de l'Afrique

ANNE MARIE DEL CASTILLO ET JOHN GRAHAM,
AGENCE DES ÉTATS-UNIS POUR LE DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

En Éthiopie, des modes novateurs de coopération ont permis à des pastoralistes de survivre à la sécheresse et de renouer avec une existence productive normale.

36 Lutter contre la malnutrition infantile au Bangladesh

INA SCHONBERG, SAVE THE CHILDREN

L'aide alimentaire et financière est nécessaire dans un pays où près de la moitié de la population n'a pas les moyens de se nourrir convenablement.

40 Documentation complémentaire



Vidéos en ligne

*Programme alimentaire mondial
des Nations unies*

Premier prix du concours vidéo 2006,

“Éliminer la faim chez les enfants.”

Copyright © 2007 Kristen Palana.

Avec l'autorisation de la société de production.

“Des enfants luttent contre la faim”

Une production de l'United Methodist Communications.

Avec l'autorisation de la société de production.

<http://usinfo.state.gov/journals/lites/0907/ijeel/ijee0907.htm>

Œuvrer de concert pour éliminer la faim

Alan Larson



Avec la permission de l'African Trade Center (WARDA)

Les progrès de la technologie alimentaire sont partagés avec les pays en voie de développement, comme c'est le cas ici, en Gambie, où les agriculteurs évaluent des variétés de riz.

Éliminer la faim et la malnutrition est un objectif réalisable, mais uniquement à condition que les gouvernements des pays développés et ceux des pays en voie de développement prennent les décisions politiques qui s'imposent.

Ancien sous-secrétaire d'État aux affaires économiques et commerciales, M. Alan Larson est actuellement conseiller principal au cabinet d'avocats Covington and Burling à Washington, D.C., et directeur de l'organisme de bienfaisance Bread for the World.

Aucun objectif mondial n'est plus important que celui qui consiste à éliminer la faim. Plus de 800 millions de personnes sont affamées ou sous-alimentées à travers le monde. Et un grand nombre

d'entre elles sont des enfants.

La malnutrition infantile est particulièrement tragique. Elle peut causer des lésions cérébrales qui entravent de façon permanente la capacité d'un individu de réaliser pleinement son potentiel.

La sécurité alimentaire est une nécessité si fondamentale que ni les familles ni les pays ne peuvent faire face à leurs autres difficultés quand ils ne mangent pas à leur faim. Il faut venir à bout de la faim et de la malnutrition si on veut réaliser des progrès durables dans l'éducation, la santé et l'environnement.

Les Américains de toute obédience politique sont résolus à s'attaquer à la faim. Pour les gouvernements républicains aussi bien que démocrates, éliminer la faim est une priorité absolue. Depuis des années, les États-Unis



Le Programme alimentaire mondial des Nations unies s'emploie à livrer rapidement des vivres dans les situations d'urgence telles que le séisme de 2004 au Pakistan.

Avec la permission de UNWFP/Keit Urseel

disponibles pour satisfaire les besoins agricoles particuliers des pays en voie de développement. Parfois, les donateurs internationaux n'ont pas fourni suffisamment de fonds pour aider ces pays à accroître leur productivité agricole et promouvoir le développement rural. De leur côté, les pays en voie de développement ont parfois évité de recourir à de nouvelles techniques prometteuses telles que la biotechnologie, qui sont utilisées sans danger et efficacement dans les pays développés.

Si le système commercial peut aider les gens à satisfaire les besoins mondiaux en vivres au prix le plus bas et avec le minimum de conséquences sur l'environnement,

sont le plus important fournisseur de vivres et le pays qui apporte la plus importante contribution au Programme alimentaire mondial des Nations unies.

Les universités et les scientifiques américains partagent cet engagement. Depuis que Norman Borlaug a remporté le prix Nobel pour ses travaux ayant mené à la Révolution verte, les universités américaines ont produit une succession de scientifiques résolus à éliminer la faim dans le monde. Les Américains apportent des contributions privées généreuses aux organisations non gouvernementales (ONG) qui fournissent de l'aide alimentaire à l'étranger ainsi qu'aux groupes qui militent contre la faim, comme Bread for the World.

UN OBJECTIF RÉALISABLE

De toutes les questions pressantes qui assaillent le monde, l'élimination de la faim est peut-être l'une des plus faciles à résoudre. Il n'existe pas de pénurie mondiale de nourriture. La capacité de continuer à produire suffisamment de vivres de bonne qualité pour faire face aux besoins de la population mondiale ne fait aucun doute.

La faim résulte plutôt de problèmes politiques. Les guerres et les conflits civils rendent les femmes et les enfants vulnérables en les privant d'accès à la nourriture. L'aide alimentaire d'urgence est parfois insuffisante, fournie trop lentement ou trop inefficace pour faire face à ces besoins.

La science et la technologie n'ont pas toujours été

des politiques commerciales et agricoles peu judicieuses, dans les pays développés comme dans les pays en voie de développement, empêchent parfois les rouages commerciaux de fonctionner. C'est ainsi que l'Europe et les États-Unis maintiennent des subventions qui faussent les échanges et désavantagent les agriculteurs des pays en voie de développement. Trop souvent, les pays qui importent des vivres utilisent des obstacles au commerce pour accorder des avantages injustes et inefficaces à leurs producteurs locaux.

MESURES NÉCESSAIRES

L'élimination de la faim et de la malnutrition est un objectif réalisable, mais uniquement si les gouvernements prennent les bonnes décisions politiques. Éradiquer la faim exigera une forte volonté politique, une étroite coopération, un plan précis et des efforts soutenus. Voici quelques-uns des éléments principaux d'un tel plan.

1. Fournir plus rapidement davantage d'aide

alimentaire : Lorsque des conflits internationaux ou intérieurs placent les gens dans une situation telle qu'ils ne peuvent se procurer de la nourriture ou qu'ils n'y ont pas accès, les donateurs internationaux doivent agir plus rapidement et plus généreusement. Travaillant sous la direction du Programme alimentaire mondial, des donateurs bilatéraux tels que l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) interviennent. D'autres donateurs doivent reconnaître que l'aide



Au Zimbabwe, une mauvaise politique a contribué à transformer un riche pays agricole en un pays en proie à la famine.

©AP Images/Themba Hadebe

Banque mondiale son rôle prépondérant dans l'accroissement de la productivité agricole des pays en voie de développement.

4. Utiliser l'aide alimentaire pour soutenir le développement agricole dans les pays en voie de développement :

L'aide alimentaire internationale devrait être une réaction à court terme et non pas encourager une dépendance à long terme. En collaboration avec

alimentaire est indispensable. Tous les donateurs doivent répondre plus rapidement aux crises alimentaires en recourant à des systèmes d'alerte rapide.

2. Fournir une aide alimentaire plus efficace :

L'efficacité de l'aide alimentaire doit être accrue. Dans certaines circonstances, la livraison directe de vivres par les pays exportateurs traditionnels comme les États-Unis est moins efficace que l'achat de vivres localement ou dans la région où sévit la pénurie de vivres. Au moment où le Congrès des États-Unis est en train de réviser la loi sur la politique agricole, des groupes comme Bread for the World préconisent des réformes visant à accroître l'efficacité de l'aide alimentaire américaine.

3. Aider les pays pauvres à produire davantage de vivres :

Les États-Unis et les autres donateurs peuvent faire davantage pour aider les pays en voie de développement à accroître leur productivité agricole. Les États-Unis ont commencé à le faire au cours de ces six dernières années. La Banque mondiale et les banques régionales de développement doivent accélérer leurs propres programmes en faveur de l'agriculture. M. Robert Zoellick, qui est maintenant président de la Banque mondiale, s'intéresse aux problèmes agricoles africains. J'espère qu'il prendra des mesures pour redonner à la

les ONG, les États-Unis aident les pays qui s'efforcent d'utiliser l'aide alimentaire pour accroître leur propre productivité agricole. Au Burkina Faso, l'USAID et le ministère américain de l'agriculture travaillent avec un groupe appelé Northwest Medical Teams pour aider les groupes d'agriculteurs qui partagent leur matériel agricole et creusent des puits. Des projets semblables ont été entrepris avec succès au Sénégal, au Kenya et en Érythrée.

5. Faire de l'agriculture et de la nutrition des priorités nationales :

Bien que l'aide leur soit indispensable, les pays qui souffrent de la faim doivent prendre l'initiative pour faire de l'agriculture et de la nutrition des priorités nationales. La Chine et l'Inde, les deux pays les plus peuplés de la terre, ont montré ce qu'on pouvait faire dans ce domaine. En Chine, le gouvernement a procédé à des réformes majeures qui donnent aux agriculteurs plus de liberté dans le choix des cultures. En Inde, le gouvernement a mis en vigueur des programmes de distribution de semences pour aider les agriculteurs ainsi que des programmes de distribution de lait pour aider les consommateurs. Chacun de ces pays a commencé à exploiter ses aptitudes scientifiques pour s'attaquer aux problèmes de la faim et de la nutrition. Les autorités et les scientifiques chinois et indiens ont remporté le prestigieux Prix mondial de l'alimentation (World Food Prize).

À l'opposé de ces exemples positifs, au Zimbabwe, une politique gouvernementale catastrophique a transformé un pays agricole riche en un pays affamé. En Corée du Nord, les objectifs aberrants du régime et un contrôle politique maladroit de la distribution de vivres ont entraîné la famine et d'autres graves problèmes, malgré des années d'assistance alimentaire généreuse.

6. S'appuyer sur la technologie: Aux États-Unis, nos concitoyens ont la chance de bénéficier des progrès de la technologie alimentaire. Quelques avancées, notamment la biotechnologie, ont permis non seulement d'accroître la productivité, mais aussi de produire des variétés de plantes qui résistent davantage à la sécheresse, ont une valeur nutritive accrue, exigent moins de produits chimiques et résistent davantage aux parasites. Grâce à un programme international concerté concernant à la fois les secteurs public et privé, le pouvoir de la biotechnologie pourrait être exploité au profit des agriculteurs et des consommateurs des pays en voie de développement. Le fait que la Fondation Bill et Melinda Gates et la Fondation Rockefeller s'associent pour aborder l'aide à l'agriculture est encourageant. Avec une aide internationale plus considérable, nous pouvons nous attendre à des initiatives encore plus importantes de chercheurs tels que Monty Jones, en Sierra Leone, qui a amélioré les techniques de riziculture en Afrique de l'Ouest.

7. Exploiter le pouvoir du commerce: Le système commercial doit être utilisé pour éliminer la faim. Les zones commerciales riches telles que l'Europe et les États-Unis doivent abolir les subventions agricoles qui faussent le commerce et appauvrissent les agriculteurs des pays en voie de développement. Les pays riches, y compris le Japon, doivent supprimer les importantes barrières tarifaires dressées contre les exportations agricoles des pays en voie de développement pour que les moyens de production alimentaire de ces pays puissent être accrus.

En même temps, trop de pays en voie de développement ont été lents à comprendre que les obstacles commerciaux aux importations de vivres causaient une augmentation des prix de l'alimentation pour leur population et perpétuaient l'inefficacité de leurs propres systèmes de ravitaillement en vivres. Il se peut que des périodes d'ajustement soient pertinentes, mais la réduction des obstacles dressés par les pays en voie de développement aux importations de vivres fait nécessairement partie de la solution du problème de la faim à l'échelle mondiale.

8. Faire de l'élimination de la faim une priorité politique absolue: Dans la lutte contre la faim dans le monde, nous nous heurtons à une pénurie. Il ne s'agit pas d'une pénurie de vivres, mais de volonté politique. Huit cents millions de personnes, dont nombre de femmes et d'enfants, comptent sur nous. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ni les politiques du gouvernement des États-Unis.

LA RÉVOLUTION VERTE



Norman Borlaug en 1970.

Norman Borlaug, natif de l'Iowa, a obtenu un doctorat en pathologie végétale en 1942. Ses travaux ont donné naissance à ce qu'on connaît aujourd'hui sous le nom de Révolution verte. Il a reçu le prix Nobel en 1970

et la Médaille d'Or du Congrès en 2006. Le texte ci-dessous est extrait du discours qu'il a prononcé en décembre 1970 à l'Institut Nobel à Oslo (Norvège). Le texte complet de ce discours peut être obtenu sur le site suivant : http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1970/borlaug-lecture.html.

La presse populaire utilise le terme de « Révolution verte » pour décrire l'augmentation spectaculaire de la production céréalière enregistrée ces trois dernières années. Or l'utilisation du terme « révolution verte » est peut-être prématurée, trop optimiste ou de portée trop vaste. On semble trop souvent donner l'impression d'une révolution générale des rendements par hectare et de l'ensemble de la production de toutes les récoltes dans de vastes régions de nombreux pays. De plus, on laisse parfois entendre que tous les agriculteurs bénéficient uniformément des progrès de la production.

Or ces inférences simplifient et déforment les faits. Les seules récoltes concernées de façon appréciable, jusqu'à présent, sont le blé, le riz et le maïs. Les rendements d'autres importantes céréales telles que le sorgho, le millet et l'orge n'ont été que légèrement touchés et il n'y a pas eu d'augmentation appréciable des rendements ou de la production des légumes secs, qui jouent un rôle indispensable dans le régime alimentaire de populations consommatrices de céréales. Il convient en outre de souligner que, jusqu'à présent, l'importante augmentation de la production a eu lieu dans les zones irriguées.

La Révolution verte a permis à l'homme de remporter un succès temporaire dans la lutte qu'il mène contre la faim et la malnutrition. Elle lui a donné un moment de répit. Si elle est pleinement mise en œuvre, cette révolution peut fournir suffisamment de nourriture pour subvenir aux besoins alimentaires mondiaux pendant les trois prochaines décennies (...)

Nous devons reconnaître qu'une alimentation adéquate n'est que la première nécessité de la vie. Pour assurer aux gens une existence convenable et digne, nous devons également leur permettre d'obtenir une bonne éducation, un emploi rémunéré, un logement confortable, des vêtements adéquats et des soins médicaux efficaces et compatissants. Faute de quoi l'homme risque de dégénérer plus rapidement de maladies causées par son environnement que de la faim.

Je demeure cependant optimiste en ce qui concerne l'avenir de l'humanité.

LA BIOTECHNOLOGIE, UN OUTIL DE LUTTE CONTRE LA FAIM

Selon les projections des Nations unies, la terre comptera 10 milliards d'habitants d'ici à 2050, ce qui signifie que les agriculteurs devront doubler leur production vivrière par rapport à aujourd'hui. Ce phénomène est particulièrement important pour les pays qui connaissent déjà une forte croissance démographique et où la malnutrition est endémique. Il faudra de nombreux outils et ressources agricoles pour faire face à la demande. Étant donné la disponibilité limitée de terres arables et la difficulté d'obtenir des résultats dans les zones arides ou infestées de parasites, ou encore en milieu salin, la biotechnologie agricole est à l'heure actuelle l'une des méthodes les plus prometteuses.

Le rôle que peut jouer la biotechnologie pour remédier aux carences en vitamine A est un exemple. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que de 140 à 250 millions d'enfants, essentiellement dans les pays en développement, souffrent de graves symptômes liés à la carence en vitamine A, qui peut entraîner la cécité, entre autres. Le « riz doré » enrichi en vitamine A et des huiles à friture dérivées de la biotechnologie pourraient contribuer à éliminer ce problème. Des méthodes semblables visent les carences en fer, en zinc et autres substances nutritives essentielles.

Le premier aliment issu de la biotechnologie est arrivé sur le marché en 1994 : il s'agissait d'une tomate dont le mûrissement était amélioré. Le maïs résistant aux insectes a été introduit en 1996, et a été suivi du maïs, du coton et du soja résistant aux parasites et tolérant les herbicides. Si la biotechnologie a dans un premier temps été mise au point dans les pays développés, notamment les États-Unis et le Canada, ainsi qu'en Argentine, des plantes génétiquement modifiées sont aujourd'hui cultivées dans 22 pays par quelque 10,3 millions d'agriculteurs, dont 9,3 millions sont de petits exploitants vivant dans les pays en développement. Le maïs, le coton et le soja sont à l'heure actuelle les principales cultures issues de la biotechnologie. Toutefois, d'autres organismes améliorés par la biotechnologie sont aussi commercialisés, notamment la papaye et la courge résistantes

aux maladies, et le maïs, le soja et le colza aux propriétés nutritives renforcées. De plus, la culture de plantes génétiquement modifiées a augmenté le revenu des agriculteurs de 27 milliards de dollars entre 1996 et 2005, dont 13 milliards sont allés à des agriculteurs des pays en développement.

Pourtant, ces progrès ont suscité des divergences d'opinion, voire la controverse. Les sondages révèlent que la plupart des consommateurs américains pensent qu'ils n'en savent pas assez sur la biotechnologie pour se faire une opinion. Parmi ceux qui en ont une, les attitudes positives prédominent. Selon un sondage réalisé en 2006 par l'International Food Information Council (Conseil international de l'information sur l'alimentation), quelque 75 % des consommateurs américains affirment avoir un minimum de confiance dans la salubrité de leur alimentation. Par contre, la réaction des consommateurs européens est beaucoup plus négative et s'explique sans doute par plusieurs crises de salubrité alimentaire qui n'ont pourtant rien à voir avec la biotechnologie. Toutefois, l'attitude des consommateurs en Europe semble évoluer progressivement. Des consommateurs interrogés en 2005 par l'Eurobaromètre exprimaient une opinion de plus en plus positive au sujet des avantages médicaux et pharmaceutiques offerts par la biotechnologie et une opinion modérément positive au sujet de cette technologie dans son ensemble.

Comme pour tous les autres progrès scientifiques, les doutes et incertitudes initiaux font place à l'acceptation et à l'optimisme au fur et à mesure que la connaissance et la compréhension augmentent. La biotechnologie agricole est de plus en plus acceptée dans le monde entier, et elle aide les agriculteurs et les producteurs d'aliments à relever le défi de répondre aux besoins des populations croissantes au XXI^e siècle et au-delà.

— Rachel Cheatham, directrice des sciences et des communications médicales, et Andrew Benson, vice-président des relations internationales, International Food Information Council.

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Rompre le cycle de la faim

Entretien avec Josette Sheeran



Avec la permission de UNWFP/Emilia Casella

Josette Sheeran, directrice générale du Programme alimentaire mondial, visite le camp de Kassab pour personnes déplacées situé à Kutum, dans le nord du Darfour, au Soudan.

Selon Mme Josette Sheeran, directrice générale du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), il existe des moyens de réduire de moitié le nombre de personnes qui souffrent de la faim dans le monde; ce dont on a besoin, c'est d'une volonté politique plus grande, à la fois dans les pays bénéficiaires et dans les pays donateurs.

M. Bruce Odessey, chef de la rédaction, a interviewé Mme Sheeran quelques mois après l'arrivée de celle-ci à la direction du PAM. Les obstacles à la réduction de la faim abondent: sida, pauvreté, faiblesse des gouvernements, changement climatique, augmentation du coût de la nourriture due à celle du prix des biocombustibles et autres. Mme Sheeran a néanmoins exprimé l'espoir qu'une action concertée pourrait permettre de rompre le cycle de la faim qui

se transmet de génération en génération.

Mme Sheeran a été précédemment sous-secrétaire d'État aux affaires économiques, commerciales et agricoles, après avoir été l'adjointe du représentant des États-Unis aux négociations commerciales internationales.

Question: La faim et ses séquelles tuent quelque 25 000 personnes chaque jour et l'ONU déclare que le nombre de personnes souffrant d'une faim chronique dans le monde augmente d'environ 4 millions chaque année. Sommes-nous en train de perdre la bataille contre la faim dans le monde?



Une fillette de l'Ecole de Tambeye pour nomades, au Niger, reçoit du PAM la nourriture dont elle a besoin pour apprendre.

Mme Sheeran : Nous avons enregistré des gains contre la faim dans le monde au cours de ces dernières décennies. Cependant, du fait de l'augmentation de la population dans certaines des régions les plus pauvres du monde, nous comptons – en termes absolus – plus de personnes affamées que jamais. Je suis fermement convaincue que nous pouvons venir à bout de la faim. Nous le pouvons, et nous y parviendrons, Mais nous devons, pour cela, non seulement utiliser toute la science et la technologie dont nous disposons, mais aussi faire preuve de la volonté politique nécessaire.

À l'heure actuelle, un enfant meurt de la faim toutes les cinq secondes – ce qui est un bilan inacceptable. Et pourtant, nous sommes parvenus à un moment de l'histoire où nous possédons la science et la technologie qui nous permettent de nourrir tous les habitants de la terre. J'espère faire prendre conscience de la façon dont cela peut se faire et exprimer de profonds remerciements aux habitants des nombreux pays qui contribuent tant à la lutte contre la faim.

Q : Comment le Programme alimentaire mondial lutte-t-il contre la faim ?

Mme Sheeran : Le Programme alimentaire mondial nourrit environ la moitié des personnes affamées qui reçoivent une aide alimentaire, généralement dans les endroits les plus difficiles d'accès et les plus reculés du monde. Telle est notre mission. Au fil des décennies, nous avons accumulé des moyens logistiques énormes. Ils sont si efficaces qu'ils sont devenus le principal outil humanitaire de l'ONU en matière de logistique – non seulement pour l'alimentation, mais aussi pour les médicaments, les tentes, les couvertures, tout ce dont les gens ont besoin dans les situations d'urgence.

Cependant, même avec un budget annuel de 3 milliards de dollars et les milliers de navires, d'avions et autres véhicules qui livrent des aliments chaque jour, nous n'atteignons que dix pour cent des personnes affamées du monde. Si bien que nous continuons à perdre 25 000 personnes par jour à cause des séquelles de la faim, qui est le principal problème de santé publique dans le monde et qui tue plus de gens que la tuberculose, le paludisme et le sida réunis. Nous devons simplement accélérer tous nos efforts pour venir à bout du problème de la faim.

Q : Quels sont, d'après vous, les plus gros obstacles auxquels se heurte le PAM ?

Mme Sheeran : Un certain nombre de facteurs interviennent. Nous avons ce que nous appelons la triple menace du sida, de la pauvreté et de la faible capacité d'action des gouvernements – en particulier en Afrique australe – qui complique la tâche. Nous assistons également au développement de ce qui pourrait être une « tempête parfaite » du fait du changement climatique, de l'augmentation du coût des opérations et des pressions exercées par la demande de biocarburants sur le système alimentaire mondial. Au cours des cinq dernières années, au Programme alimentaire mondial, nous avons vu le prix d'achat des produits de base augmenter de quelque 50 pour cent. Ceci est le résultat de plusieurs facteurs : l'accroissement de la demande mondiale qui, avec l'apparition des biocarburants, a fait monter les prix des produits de base. À cela s'ajoute la montée en flèche du coût des carburants et des transports. Si bien que, malgré le maintien, voire la légère augmentation du budget du PAM, nous continuons à nourrir beaucoup moins de gens. Le prix croissant des aliments signifie également que les



Des femmes de Cajamarca, dans les Andes septentrionales du Pérou, cultivent les champs de leur collectivité dans le cadre des activités du programme Vivres contre Travail du PAM.

Avec la permission de UNWFP - Photolibary.

populations les plus pauvres du monde ont plus de mal à se nourrir.

Q: Quelle est l'influence des biocarburants? Et du changement climatique?

Mme Sheeran: Les biocarburants sont une véritable aubaine pour les agriculteurs pauvres, mais ils présentent aussi un obstacle supplémentaire pour les gens affamés parce que les marchés des céréales sont resserrés et que les prix des denrées sont plus élevés qu'ils ne l'ont été pendant des décennies. Quant au changement climatique, le Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (organisme international qui reflète les travaux de centaines de scientifiques) prédit que, dans certaines régions, les rendements agricoles dépendants

de la pluie seront réduits de moitié d'ici 2020. Or, notre organisation sœur, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime qu'en Afrique, 95 pour cent de l'agriculture dépendent de la pluie. Même si ces prédictions ne se matérialisent pas pleinement, nous pouvons néanmoins nous attendre à de gros problèmes dans des régions telles que l'Afrique qui seront le plus durement touchées par le changement climatique – des régions dans lesquelles les zones arides deviendront plus arides et les zones humides plus humides.

Q: Quels sont les obstacles politiques à l'élimination de la faim dans le monde?

Mme Sheeran: Il faut que la volonté politique de réussir existe à tous les niveaux – du village aux provinces, au niveau du pays et au-delà.

Q: Parlez-vous des pays bénéficiaires ou des pays donateurs?

Mme Sheeran: Je parle de tout le monde parce que chacun a un enjeu dans cette bataille. Pour vous citer un exemple positif, nous savons que le Nouveau partenariat pour le développement en Afrique (NEPAD) s'emploie très activement, en collaboration avec l'Union africaine, à faire de l'agriculture et de la lutte contre la faim l'une des priorités essentielles des États africains. Cela comprend la formulation d'un engagement de dix pour cent des investissements dans l'agriculture. Nous savons que la seule façon de venir à bout de la pauvreté et de la faim – que ce soit au Swaziland, en Irlande ou aux États-Unis il y a de nombreuses années – consiste à trouver le moyen d'améliorer le sort de l'agriculteur pauvre. Dans les pays qui découvrent comment y parvenir, nous constatons des gains et le développement économique. Et la faim chronique devient un souvenir.

Un grand nombre de pays se sont affranchis de la faim, mais cela exige des mesures concertées et presque toujours une aide extérieure associant la technologie, le savoir-faire et, parfois, des investissements.

Q: Comment le monde progresse-t-il vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui consistent à réduire de moitié le niveau de la pauvreté et de la faim d'ici à 2015?

Mme Sheeran : Des pays comme le Chili ont déjà atteint les premiers OMD consistant à réduire de moitié la pauvreté et la faim, et le Ghana et le Brésil s'en rapprochent. Cependant, en tant que communauté mondiale, nous ne sommes pas engagés sur la voie qui permettrait d'atteindre les objectifs du Millénaire.

Ce qui est révolutionnaire, en ce qui concerne les OMD, c'est que nous avons finalement obtenu que tous les dirigeants mondiaux se réunissent et se mettent d'accord sur une série limitée de priorités pour éliminer les pires disparités qui existent en matière de pauvreté, de faim, de santé, d'éducation, etc. Des forums tels que le G8 ont produit des plans d'action pratiques pour atteindre ces buts, chose que je soutiens fermement. Mettre un terme à la faim dans le monde est une mission énorme, écrasante pour la plupart des gens. Nous devons trouver des moyens de la rendre possible en procédant par étapes.

Q : Que faut-il faire ?

Mme Sheeran : La chose la plus importante consiste à rompre le cycle de la faim qui se transmet de génération en génération. Il a été prouvé, dans de nombreux pays, que les femmes qui souffrent de la faim donnent naissance à des enfants sous-alimentés – une faim héritée qui peut persister pendant des générations. Si bien qu'une partie de ce que nous essayons de faire au Programme alimentaire mondial est d'attaquer ce cycle de la faim à sa racine. Si nous parvenons à le rompre, les communautés auront une chance de sortir de la pauvreté.

Ces phénomènes sont étroitement liés. Si la croissance d'un enfant est retardée par la malnutrition, son cerveau en souffrira également. Imaginez les conséquences sur le développement économique des pays dans lesquels le taux de retard du développement chez les enfants dépasse 50 pour cent

Nous devons attaquer la faim à sa racine – chez les jeunes enfants et les mères enceintes – et, au stade suivant, tenter de scolariser les enfants. Une chose que j'ai observée est l'effet incroyablement positif des cantines scolaires. Lorsque les enfants ont au moins un repas par jour à l'école, toutes sortes d'autres progrès sociaux se produisent. L'inscription scolaire augmente, particulièrement chez les filles, et la fréquentation et les résultats scolaires s'améliorent. L'éducation s'avère également avoir de puissants effets positifs dans la lutte contre le sida.

Il ne s'agit pas d'objectifs impossibles à atteindre. Je suis également optimiste parce que la science – que ce soit dans le domaine des semences, des sols, de l'emballage et du transport des aliments d'une manière sûre et efficace – renferme le potentiel qui permettra au monde de faire face aux besoins alimentaires de tous les habitants de la Terre. Si bien que, face à tous ces obstacles, il existe, à mon avis, la possibilité de mettre un terme à la faim d'une façon qui correspondrait à la vision de personnes telles que le scientifique Norman Borlaug et des autres personnes à l'origine de la révolution verte qui a sauvé tant de millions de vies humaines en Asie et ailleurs. Nous savons que cela peut arriver parce que nous l'avons constaté.

Q : Avez-vous quelque chose à ajouter ?

Mme Sheeran : Je pense que les Américains devraient être réellement fiers des contributions qu'ils ont apportées pendant maintes décennies à la lutte contre la faim. Non seulement le gouvernement des États-Unis est le plus généreux donateur du Programme alimentaire mondial, mais il nourrit près de la moitié des personnes touchées chaque année par l'aide extérieure. Le programme Vivres pour la paix de l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) en assure littéralement la direction depuis que le président Dwight Eisenhower l'a créé, dans les années 1950, et que le président John Kennedy l'a développé, dans les années 1960. Le programme Vivres pour la paix est maintenant le pivot de la lutte contre la faim à l'échelle mondiale. ■

Les opinions exprimées dans cet entretien ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

LA DIPLOMATIE AMÉRICAINE AU SECOURS DES AFFAMÉS



L'ambassadeur Vasquez aide à servir un déjeuner au Honduras.

Photo du département d'État des États-Unis.

Les milliers de touristes qui visitent la célèbre place du Peuple à Rome passent sans le savoir devant la mission des États-Unis auprès des Agences des

Nations unies. Pourtant, aucune autre ambassade américaine ne participe autant à la lutte contre la faim dans le monde.

En qualité de huitième représentant des États-Unis auprès des Agences des Nations unies à Rome, j'ai incité mon personnel à attirer l'attention sur les problèmes mondiaux que sont la faim et l'insécurité alimentaire. Je leur ai également demandé de gérer et d'utiliser judicieusement les ressources fournies aux Nations unies de façon qu'elles profitent aux pauvres, aux affamés et aux marginalisés.

La mission des États-Unis sert de principal lien entre notre gouvernement et les trois principales institutions des Nations unies spécialisées dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, à savoir

l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA). La mission, qui se compose de personnel du département d'État, du ministère de l'agriculture et de l'Agence des États-Unis pour le développement international, supervise les relations des États-Unis avec les agences onusiennes basées à Rome et joue un rôle clé au niveau de l'engagement des États-Unis auprès de ces agences.

En tant que principal bailleur de fonds des Nations unies, les États-Unis ont intérêt à s'assurer que les agences onusiennes sont bien gérées et que leurs activités complètent et renforcent leurs objectifs de politique intérieure et internationale en matière d'aide alimentaire. Mon équipe et moi-même représentons le gouvernement des États-Unis auprès des institutions de l'ONU basées à Rome lorsqu'il s'agit de discuter de dossiers de politique et de programmes, de négocier avec d'autres représentants locaux de pays donateurs et bénéficiaires, et de créer des liens stratégiques entre Washington et Rome de manière à optimiser l'aide des États-Unis aux affamés.

— *Ambassadeur Gaddi Vasquez*

LES PRINCIPAUX ACTEURS DE L'AIDE À L'ÉTRANGER



En Haïti, ces femmes obtiennent de l'eau potable grâce à la FAO, l'une des agences des Nations unies qui fournissent de l'aide alimentaire.

© AP Images/Arhama Cubillos

américaine. Son mandat officiel est défini dans la Public Law 480 (Title II), qui charge l'USAID de faire des dons à des organismes partenaires, par exemple des organisations non gouvernementales, dans le cadre de programmes d'aide alimentaire d'urgence tant à court qu'à long terme. Des lois promulguées au fil des ans ont élargi et défini sa mission. En 2006, les États-Unis ont fourni pour 2,2 milliards de dollars d'aide alimentaire à 82 pays en voie de développement, ce qui fait d'eux le plus gros fournisseur mondial de ce type d'aide.

Plus de la moitié de l'aide alimentaire mondiale est fournie par les États-Unis. Mais acheminer vers les pays en développement l'aide alimentaire provenant des exploitations agricoles américaines est parfois une tâche écrasante et sujette à controverse. Organiser le transport compliqué des champs aux centres d'aide alimentaire met en jeu un certain nombre d'acteurs disparates, y compris des organisations internationales, des législatures nationales, l'industrie agricole et ses lobbys, des organisations non gouvernementales et des groupes de pression. Et seules quelques grandes organisations fournissent des conseils sur la façon de procéder. Qui y participe et quelles sont les lois et initiatives qui régissent le mode de distribution de l'aide alimentaire ?

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). L'USAID, qui administre le programme des Vivres pour la paix, est le principal organisme gouvernemental américain qui fournit une aide alimentaire humanitaire aux pays en voie de développement. Ce programme a célébré son cinquantième anniversaire en 2004. Il avait été créé initialement à la fois pour enrayer la faim et la malnutrition qui sévissaient dans certaines des régions les plus pauvres du monde, et pour aider l'agriculture

Le ministère américain de l'agriculture (USDA). L'USDA collabore étroitement avec l'USAID dans l'exécution des programmes d'aide alimentaire du gouvernement des États-Unis, mais il met davantage l'accent sur les aspects commerciaux de l'aide alimentaire humanitaire, en ce qui concerne à la fois les producteurs américains et l'agro-industrie des pays en voie de développement. L'USDA est responsable des accords commerciaux internationaux et des négociations relatives à l'assistance alimentaire. Des experts internationaux de l'USDA sont affectés dans plus de 90 pays et ce ministère a également des bureaux commerciaux agricoles dans les principaux marchés pour servir les exportateurs américains et les acheteurs étrangers.

Les Nations unies. Les principaux acteurs des Nations unies sont le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international pour le développement agricole et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Tout appel en faveur d'une aide alimentaire d'urgence, que ce soit pour les victimes de tremblements de terre ou pour les réfugiés de guerres civiles, émanera vraisemblablement du Programme alimentaire mondial, qui est la mieux



© AP Images/Beatrice Larco

Participants à la marche contre la faim dans le monde organisée par le PAM à Rome en 2005. Les sommes recueillies lors de cette marche annuelle vont au programme mondial d'alimentation scolaire du PAM qui fournit des repas gratuits à des millions d'écoliers dans les pays en voie de développement.

connue des agences de l'Onu spécialisées dans la lutte contre la faim. Le PAM est le premier à répondre à toute crise alimentaire survenant dans le monde.

Le Programme alimentaire mondial, qui a son siège à Rome, distribue de l'aide alimentaire à près de 88 millions de personnes, le tiers de cette aide allant à des projets de développement et les deux tiers restants à des opérations d'urgence, de secours et de relance. Le PAM collabore avec des groupes multilatéraux et bilatéraux, avec des pays intéressés, et avec des sociétés et des fondations pour recueillir et distribuer des vivres et autres produits.

Les autres agences de l'ONU se concentrent sur les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et sur leur solution. La FAO s'emploie à identifier les causes de la faim dans les zones rurales et à y remédier. Elle aide les pays à moderniser leur secteur agricole pour leur permettre de nourrir leur population. Le sous-comité consultatif de l'écoulement des excédents, qui a été établi par la FAO, tente de disposer adéquatement des excédents de produits alimentaires en facilitant les dons aux pays qui ont besoin de vivres et dans lesquels ces vivres peuvent être utiles sans y perturber les courants commerciaux normaux.

Le Fonds international de développement agricole accorde des prêts à faible taux d'intérêt ainsi que des dons pour financer l'amélioration de l'agriculture. À ce jour, environ 10 milliards de dollars ont été investis dans des projets agricoles ruraux. Le PNUD traite un certain nombre de problèmes de développement, dont la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Les Organisations non gouvernementales/ Organisations bénévoles privées (ONG/OBP). Les ONG et les OBP jouent un rôle de premier plan en nourrissant les personnes affamées dans les situations d'urgence et autres. Leurs agents sont les personnes que les téléspectateurs voient généralement sur le terrain, dans des situations dangereuses ou désespérées, distribuant de la nourriture aux personnes dans le besoin. Certaines des organisations les plus connues sont le Secours catholique, CARE, Oxfam et World Vision, mais des douzaines d'autres organisations moins en vue interviennent dans les pays en proie à l'insécurité alimentaire.

Les entreprises et fondations. Les sociétés nationales et internationales attirent de plus en plus l'attention sur leurs efforts – ou ceux de leurs fondations – dans

la lutte contre la faim dans le monde. La responsabilité sociale des sociétés est le slogan accrocheur qu'on utilise pour décrire de tels efforts qui fournissent généralement les biens et l'expertise dont ont besoin les pays en voie de développement. Quelques grandes fondations sont célèbres, comme la Fondation Rockefeller et la Fondation Bill et Melinda Gates. Certaines sociétés ont trouvé des mécanismes qui leur permettent de s'associer avec des gouvernements et avec des organisations bilatérales et multilatérales pour distribuer leurs largesses. C'est ainsi que Land O'Lakes, importante coopérative agricole américaine, collabore avec l'USAID. Des bénévoles de son programme Farmer-to-Farmer (De fermier à fermier) en Afrique australe offrent leur savoir-faire agricole et commercial en Angola, au Malawi, au Mozambique, en Afrique du Sud et en Zambie. Des bénévoles de Land O'Lakes travaillent également au Turkménistan, en Ouzbékistan, en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Russie.

ACCORDS D'ORIENTATION

La Convention sur l'aide alimentaire. La Convention sur l'aide alimentaire, signée en 1967, doit faire l'objet d'une réautorisation en 2007. Elle a déjà été renouvelée plusieurs fois depuis sa fondation. Ce pacte traite de la coopération entre 23 grands pays fournisseurs d'aide alimentaire et établit des niveaux minimum de dons afin d'entreposer suffisamment de nourriture pour les populations des pays en voie de développement qui en ont besoin. Elle est administrée par le Conseil international des céréales (CIC) établi à Londres, qui a pour responsabilité de tenir des statistiques sur la quantité d'aide et de dons alimentaires, et leurs bénéficiaires.

L'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

Les membres de l'OMC ne se sont toujours pas mis d'accord sur la façon dont cette organisation abordera l'aide alimentaire. La dernière série de négociations a été suspendue, la réforme de l'aide alimentaire étant l'une des questions controversées.

ENGAGEMENTS RELATIFS AUX PROGRÈS FUTURS

Les objectifs du Millénaire des Nations unies pour le développement (OMD). Le premier des objectifs du Millénaire pour le développement est l'éradication de

l'extrême pauvreté et de la faim. Il prévoit une réduction de moitié du nombre de personnes qui souffrent de la faim. Cet objectif et sept autres OMD ont été arrêtés au début de 2000 par les pays membres des Nations unies dans le but d'entamer le nouveau siècle avec un plan ambitieux ayant pour but d'améliorer la situation mondiale. La date cible fixée pour éliminer la faim et atteindre tous les autres objectifs du Millénaire est 2015.

À la fin de 2006, les progrès étaient mesurables mais lents. Si les pourcentages de personnes souffrant de faim chronique avaient baissé, le nombre effectif de personnes souffrant de la faim avait augmenté. L'adoption d'objectifs et d'une date butoir a pour but d'encourager les pays riches à prendre des mesures efficaces pour aider les pays pauvres à éliminer la faim à l'intérieur de leurs frontières.

Les initiatives du G8. En 2004, le Groupe des huit pays industrialisés (G8) – États-Unis, Allemagne, Canada, France, Italie, Japon, Russie et Royaume-Uni – a promis de s'attaquer à la faim dans les pays du continent africain en proie aux plus graves difficultés, en particulier dans la Corne de l'Afrique. Le problème est abordé sur trois fronts: fournir un filet de sécurité aux communautés régulièrement en proie à l'insécurité alimentaire; améliorer la réaction mondiale aux crises alimentaires sur le continent, et promouvoir la production agricole dans les zones rurales de l'Afrique. L'objectif est de mettre fin à la famine dans la Corne de l'Afrique d'ici à 2009. Les sommets du G8 de 2005, 2006 et 2007 ont donné lieu à des comptes rendus des progrès réalisés. En 2005, en particulier, les pays les plus riches du monde se sont penchés sur le développement en Afrique.

L'Initiative présidentielle contre la faim en Afrique.

Cette initiative des États-Unis a été annoncée en 2003. Elle entre dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour tenir l'engagement pris aux sommets du G8. Dans le cadre de cette initiative, les États-Unis, par le truchement de l'USAID, œuvrent à la réforme de l'agriculture en Afrique sub-saharienne au titre du Programme général de développement agricole de l'Afrique.

– *Compilé par Angela Rucker, USAID*

L'agriculteur américain et l'aide alimentaire des États-Unis

Bruce Odessey

Alors que le Congrès des États-Unis est en train d'étudier un projet de loi agricole quinquennale, le gouvernement Bush milite en faveur de changements qui autoriseraient l'apport d'une certaine quantité d'aide alimentaire au moyen d'achats de produits locaux au lieu de ne fournir que des vivres d'origine américaine. Mais la résistance au changement est forte et la décision définitive sur ce point est incertaine.

Bruce Odessey est le chef de la rédaction de eJournal USA.

Les décisions concernant les dépenses d'aide alimentaire impliquent, on s'en doute, des calculs politiques. Le plus grand programme d'aide alimentaire des États-Unis est régi par le titre II de la Loi publique 480. Il exige depuis longtemps que tous les dons d'aide alimentaire effectués à l'étranger soient des produits d'origine américaine.

Étant donné que la loi agricole de 2002 arrive à expiration à la fin septembre 2007, le Congrès débat actuellement de la politique agricole pour les cinq années à venir. Rien ne dit toutefois que les parlementaires apporteront des modifications à la section de la loi consacrée à la politique relative à l'aide alimentaire.

Les lois agricoles adoptées par le Congrès tous les cinq ans régissent toute la politique agricole des États-Unis et couvrent non seulement l'aide alimentaire (tant à l'étranger qu'aux États-Unis), mais aussi le soutien des prix

et des revenus agricoles, les prêts, la protection des sols, la recherche et le développement rural.

Le fait que l'aide alimentaire des États-Unis contribue à soutenir les intérêts des agriculteurs et de l'agro-industrie américains est d'une importance primordiale pour l'appui accordé par le Congrès à ces programmes au fil des ans.

POINTS DE VUE DIVERGENTS

Le gouvernement Bush voudrait que le Congrès apporte plusieurs changements à la loi agricole de 2007

et notamment qu'il introduise certains aménagements qui confèreraient une souplesse accrue au programme d'aide alimentaire.

Le gouvernement souhaiterait notamment pouvoir consacrer 25 % du budget affecté chaque année au programme d'aide alimentaire à l'achat de produits sur les marchés locaux et régionaux de pays en développement.

Dans certaines situations d'urgence,

ceci pourrait accélérer la livraison de l'aide alimentaire aux victimes.

La version de la loi agricole de 2007 adoptée en juillet par la Chambre des représentants par 222 voix contre 202 laisserait le programme actuel inchangé. Les représentants n'ont pas abordé la question au cours des débats en séance plénière.

« Ils estiment toujours que l'argent de nos impôts devrait servir à l'achat de produits américains », a dit le



Le Congrès discute actuellement de la question de savoir si l'aide alimentaire fournie par les États-Unis devra consister uniquement en produits américains ou si certaines quantités de vivres pourront être achetées à des producteurs étrangers plus proches des lieux où surviennent les urgences.

© AP Images/Pat Roque

BRÈVE DESCRIPTION DES PROGRAMMES D'AIDE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE DES ÉTATS-UNIS

PROGRAMME	OBJECTIF
Loi publique 480, Titre I	Ventes à des conditions préférentielles sur prêts à long terme. Durant l'année budgétaire 2006, quelque 178.000 tonnes de denrées, d'une valeur de 50 millions de dollars, ont été fournies à trois pays à ce titre.
Loi publique 480, Titre II	Programmes de développement et de secours d'urgence en coopération avec des organisations privées bénévoles (OPB), des organisations non gouvernementales (ONG) et le Programme alimentaire mondial de l'ONU, ainsi que des programmes bilatéraux (secours d'urgence uniquement). Durant l'année budgétaire 2006, environ 1,7 million de tonnes d'aide alimentaire d'urgence, d'une valeur de 1,2 milliard de dollars, ont été fournies à 42 pays dans le cadre de 68 programmes. On estime à 38 millions le nombre de bénéficiaires de l'aide américaine. Environ 664.000 tonnes d'aide alimentaire non urgente, d'une valeur de 342 millions de dollars, ont été fournies à 30 pays dans le cadre de 77 programmes. On estime à 10 millions le nombre de bénéficiaires de ces dons non urgents.
Loi publique 480, Titre III	Dons de produits effectués dans le cadre d'accords bilatéraux en faveur des pays les moins avancés. Ces dons sont liés à des réformes de politiques. Ce programme n'a pas été financé pour l'année budgétaire 2006.
Loi de 1985 dite « Vivres pour le progrès »	Dons de produits octroyés aux démocraties émergentes et aux pays en développement s'engageant à adopter ou à amplifier des éléments de libre-entreprise dans leur secteur agricole. Les accords peuvent être conclus avec des gouvernements, des PVO, des ONG, des entités privées, des coopératives et des organismes intergouvernementaux. Durant l'année budgétaire 2006, la Commodity Credit Corporation (CCC) a financé l'achat et le transport de 275.000 tonnes de denrées d'une valeur de 147 millions de dollars en faveur de 20 pays. En outre, des ressources du Titre I ont été employées pour livrer 212.000 tonnes de produits alimentaires, d'une valeur de 73 millions de dollars, au titre du programme Vivres pour le progrès.
Loi agricole de 1949, Section 416, b)	Dons d'excédents de production à des PVO, à des ONG, au PAM et à des gouvernements en vertu d'accords bilatéraux, en vue de la réalisation d'objectifs de l'aide alimentaire étrangère. Quelque 9 600 tonnes de lait écrémé en poudre, d'une valeur de 20 millions de dollars, ont été livrées à quatre pays au cours de l'année budgétaire 2006.
Programme international McGovern-Dole d'alimentation pour l'éducation et la nutrition des enfants	Dons de denrées et d'aide financière pour encourager la scolarisation et la fréquentation scolaire des enfants, ainsi que pour améliorer le développement de l'enfant par des programmes de nutrition en faveur des femmes, des bébés et des enfants de moins de 5 ans. Le Service agricole pour l'étranger du ministère de l'agriculture des États-Unis a fourni plus de 82.000 tonnes de produits, d'une valeur de plus de 86 millions de dollars, pour appuyer les programmes de nutrition infantile et de cantines scolaires de 15 pays.

Sources : Ministère de l'agriculture des États-Unis (USDA) et Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

représentant Collin Peterson, président démocrate de la commission des affaires agricoles de la Chambre des représentants.

L'American Farm Bureau Federation – principale organisation syndicale de producteurs agricoles des États-Unis – est opposée aux achats locaux et régionaux de secours alimentaires. Chris Garza, directeur des relations de la fédération avec le Congrès, a fait remarquer que la formule actuelle qui consiste à envoyer des produits cultivés aux États-Unis avait fait ses preuves.

« Une grande quantité des produits (...) qui seraient achetés viendrait à l'évidence de pays qui n'ont pas toujours suffisamment de vivres pour nourrir leur propre population, et cela pourrait entraîner une hausse des prix dans ces pays », a-t-il noté.

La question est toutefois loin d'être décidée. Pour devenir loi, une version définitive du projet de loi agricole de 2007 doit être adoptée par la Chambre des représentants ainsi que par le Sénat, et ensuite signée par le Président. Or, les débats n'ont pas encore commencé au Sénat. En fait, il est probable que la loi agricole de 2007 ne sera adoptée que plusieurs mois après l'expiration de celle de 2002.

De plus, si le Sénat adopte un projet de loi différent de celui de la Chambre des représentants, les deux assemblées doivent faire concorder les versions distinctes des textes. Une conférence bicamérale se charge généralement d'établir un projet de loi de compromis qui est alors proposé aux deux assemblées.

Le sénateur Tom Harkin, président démocrate de la commission sénatoriale sur l'agriculture, la nutrition et la foresterie, a évoqué la possibilité de concevoir un petit programme pilote d'achats locaux, plafonné peut-être à 25 millions de dollars par an pendant quatre ans. « Le but visé, a-t-il dit, est de nous permettre de réagir plus rapidement aux situations d'extrême urgence humanitaire. »

LE POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT

Mark Keenum, vice-ministre de l'agriculture, admet que le recours aux achats locaux serait réservé aux urgences, « lorsqu'il s'agit de sauver des vies ». Mais même dans ces cas, a-t-il noté, les États-Unis continueraient d'envoyer des produits d'origine américaine lorsqu'il n'y aurait pas de denrées disponibles au niveau local ou régional.

M. Keenum a ajouté que la souplesse résultant de la possibilité d'acheter des produits locaux au lieu d'expédier des aliments produits aux États-Unis ne devrait pas avoir d'effet notable sur les marchés commerciaux américains.

Selon lui, la vaste majorité de l'aide alimentaire américaine consiste en des céréales et des graines d'oléagineux. La production américaine de ces deux types de denrées est d'environ 200 millions de tonnes par an et les envois de ces denrées effectués au titre de l'aide alimentaire se situent à moins de 3 millions de tonnes par an. En outre, a rappelé M. Keenum, la proposition du gouvernement ne concerne que 25 % du montant total de l'aide alimentaire américaine.

Certaines organisations non gouvernementales (ONG) qui se chargent de la distribution de l'aide alimentaire dans le monde sont en faveur des achats locaux, alors que d'autres s'y opposent.

Par ailleurs, les États-Unis font l'objet de pressions en vue de l'adoption de tels changements dans le cadre des négociations commerciales en cours au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui sont actuellement dans l'impasse. Les États-Unis résistent à tout accord qui laisserait l'OMC leur imposer les montants ou les proportions de leur aide alimentaire devant être octroyée en nature ou en espèces, a noté M. Keenum. ■

La faim : face aux réalités

Bob Bell, David Kauck, Marianne Leach et Priya Sampath



Avec la permission d'Ami Vitale/CARE

Sumo Nayak donne à manger à des enfants lors d'une réunion organisée à l'occasion de la Journée de la nutrition et de la santé à Inrikpal, dans l'État de Chhattisgarh (Inde).

La faim se présente sous différentes formes, mais elles peuvent toutes avoir des conséquences mortelles et infliger des souffrances inutiles, principalement dans les pays en développement. Plus de 850 millions de personnes connaissent la faim, bien que le monde produise une quantité suffisante d'aliments pour nourrir tous ses habitants. L'aide alimentaire est utile dans les situations d'urgence, mais il faut, dans le long terme, appliquer des solutions durables en vue de la réalisation de l'objectif international d'une réduction de moitié du nombre de personnes qui souffrent de la faim.

CARE est une grande organisation humanitaire vouée à la lutte contre la pauvreté dans le monde. Bob Bell est le directeur de l'Équipe de coordination des ressources alimentaires de l'organisation; David Kauck est conseiller

technique principal pour les programmes; Marianne Leach est la directrice de l'Équipe des relations avec les gouvernements et Priya Sampath est analyste principale des politiques.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime à plus de 850 millions le nombre de personnes qui souffrent aujourd'hui de la faim de par le monde, plus de 820 millions d'entre elles vivant dans le monde en développement.

Dans les années 1980, CNN nous a apporté des images de millions d'enfants et d'adultes affamés en Éthiopie, montrant ainsi au monde occidental le visage

EFFETS DE LA FAIM

Malnutrition protéino-calorique – Cette forme de malnutrition dite MPC (insuffisance de la consommation de protéines et d'apports caloriques) est la principale cause de décès chez les enfants des pays en développement.

Carence en micronutriments – Cette carence (insuffisance des apports de micronutriments tels que le fer, l'iode et la vitamine D) est l'un des principaux facteurs contribuant à la mortalité infantile, au marasme, au retard de développement et à la diminution du potentiel d'apprentissage chez des millions d'enfants.

de la faim dans les pays en développement. L'aide et l'assistance technique ont immédiatement afflué dans le pays. Depuis, cependant, nous nous sommes quelque peu accoutumés au phénomène, chaque année nous apportant des images à présent trop familières de famines, d'inondations et autres catastrophes, ou encore de pauvreté abjecte.

Qu'il y ait aujourd'hui près d'un milliard d'affamés dans le monde, malgré l'essor de la productivité agricole, peut sembler unimaginable. Reconnaisant l'immensité du problème, le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 s'est fixé pour but de réduire de moitié le nombre d'habitants de la planète qui souffrent de la faim d'ici 2015, but qui a été réaffirmé ultérieurement dans le premier objectif du Millénaire pour le développement. Mais nous arrivons à mi-parcours de la période qui s'achèvera en 2015, il devient clair que cet objectif ne sera pas atteint : le nombre de personnes sous-alimentées est en effet passé de 798 millions en 2000 à environ 852 millions aujourd'hui.

QU'EST-CE QUE LA FAIM ?

La faim est un phénomène lié à l'insécurité alimentaire. La sécurité alimentaire, pour reprendre la définition du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, « existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant

de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ».

La faim est le résultat de l'insécurité alimentaire prolongée des ménages et des individus.

La faim fait obstacle au bon fonctionnement et au développement de l'organisme humain et contribue au fardeau mondial de la maladie en réduisant considérablement la capacité de l'organisme à résister aux infections. Dans les cas extrêmes, la faim prolongée aboutit à la mort par inanition ou des suites d'une maladie infectieuse.

La faim a pour effet d'affaiblir les personnes. La faim chronique limite l'aptitude de l'organisme à faire usage de l'énergie absorbée, les personnes sous-alimentées éprouvent des difficultés à se livrer à diverses activités, à faire des études, à trouver du travail et à être productives. Les employeurs et les enseignants peuvent considérer de telles personnes comme lentes ou paresseuses alors qu'en fait, elles souffrent de léthargie, réaction de l'organisme à un manque prolongé d'aliments et d'apport calorique.

La faim enferme ainsi les individus et les ménages dans un cercle vicieux de mauvaise santé et de capacité

FAIM CHRONIQUE ET FAIM TRANSITOIRE

La faim chronique se manifeste lorsque les personnes n'ont pas accès à une alimentation suffisante pendant une période prolongée, en raison de la pauvreté persistante. Quelque 95 % des 820 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde en développement souffrent d'une faim chronique.

La faim transitoire est un phénomène temporaire qui survient à la suite d'événements tels que les catastrophes naturelles et les conflits ou, à plus petite échelle, le chômage, la maladie, ou le décès d'un membre de la famille. À tout moment, des dizaines de millions de personnes sont menacées par un risque de faim transitoire.

réduite à apprendre et à travailler, laquelle est elle-même cause d'une expansion de la pauvreté et de décès. Ces effets néfastes s'étendent aux communautés et à l'ensemble de l'économie.

Lorsqu'elle se généralise, la faim porte atteinte au potentiel de développement des nations. Inversement, l'amélioration de la nutrition a des effets positifs directs sur la croissance économique, du fait de l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre. Une étude d'une durée de 30 ans menée par la FAO dans les pays en développement a permis de conclure que si les pays à taux de sous-alimentation élevé avaient accru la ration alimentaire de leurs habitants pour la porter à un niveau adéquat, leur production économique, mesurée d'après le produit intérieur brut (PIB) aurait augmenté de 45 %. Selon un groupe de travail de l'ONU, les pertes de productivité de la main-d'œuvre dues à la faim peuvent se traduire par des réductions de 6 à 10 % du PIB par habitant.

POURQUOI LA FAIM PERSISTE-T-ELLE ?

Le problème de la faim est particulièrement complexe et sa résolution exige une bonne compréhension de ses causes premières, au-delà des idées reçues et des mythes.

Mythe n° 1 : Les gens ont faim parce que la production alimentaire est insuffisante ; c'est une question d'offre et d'approvisionnement.

Réalité : À ce jour, la production alimentaire mondiale a progressé au même rythme que la croissance démographique, contrairement aux scénarios catastrophiques du malthusianisme qui prévoyaient une augmentation de la population dépassant

la quantité de vivres disponibles. Mais par ailleurs, de nombreuses régions du globe sont dans l'incapacité de répondre régulièrement aux besoins alimentaires de leurs habitants par la seule production locale. Les pénuries saisonnières et les mauvaises récoltes périodiques sont des phénomènes communs et ne sont pas nécessairement des motifs d'alarme.

En cas de mauvaise récolte dans une région qui possède des marchés substantiels et bien organisés, les produits provenant de stocks ou d'autres régions possédant

un surplus alimentaire affluent généralement sur les marchés du fait de la hausse des prix, ce qui atténue le déficit vivrier local.

Ce n'est qu'en présence de marchés insuffisamment développés ou fonctionnant mal que les problèmes persistants de disponibilités alimentaires sont susceptibles de se poser.

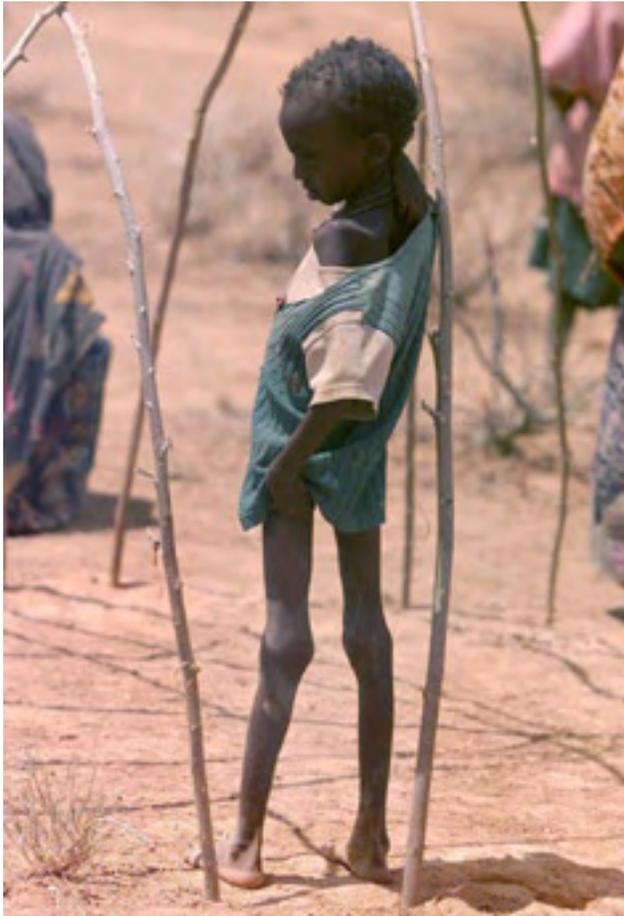
Au cours des 150 dernières années, les famines dues aux pénuries alimentaires persistantes ont cessé d'être des phénomènes fréquents dans de nombreuses régions du globe. Les raisons en sont, en grande partie, les améliorations de l'infrastructure des transports, l'expansion des marchés et la croissance régulière des échanges commerciaux intérieurs et internationaux.

Néanmoins, à certaines époques et en certains lieux, la disponibilité alimentaire peut être gravement problématique. Il y a des régions du monde, notamment plusieurs vastes zones isolées de l'intérieur du continent africain, où les obstacles au commerce sont encore si grands que les hausses de prix ne déclenchent pas d'influx suffisants de biens là où ils sont nécessaires. Dans ces régions, le risque de mauvaise récolte débouchant

DIFFÉRENCES ET TENDANCES RÉGIONALES

Malgré l'augmentation du nombre total de personnes souffrant de la faim au niveau mondial, certaines régions ont réalisé plus de progrès que d'autres :

- *Des progrès considérables ont été accomplis en Amérique latine, en Asie de l'Est et dans de vastes régions de l'Asie du Sud; toutes ces régions ont connu une croissance macroéconomique soutenue.*
- *Des reculs significatifs ont été enregistrés au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et, surtout, en Afrique subsaharienne.*
- *En Afrique subsaharienne, la faim se répand constamment et se fait plus persistante; un tiers de la population souffre de faim chronique.*
- *Les personnes sous-alimentées viennent de familles de petits exploitants agricoles et de travailleurs sans terre vivant en milieu rural et cultivant de petites parcelles marginales et isolées.*



En Éthiopie, pays frappé par la sécheresse comme la plupart des pays de la Corne de l'Afrique, la faim touche des millions d'habitants.

© AP Images/Brennan Linsley

sur une famine peut être très réel. Il n'est pas rare que la faim sévise dans des lieux où il y a un surplus alimentaire mais où certains groupes socioéconomiques connaissent cependant de gravissimes difficultés. L'expression « accès à la nourriture » fait référence à la capacité des ménages, considérés individuellement, de se procurer des aliments en quantité suffisante pour satisfaire à leurs besoins essentiels.

Les ménages se procurent leurs aliments par une combinaison de divers moyens, production, achat, ou transferts sociaux non commerciaux (auprès de leur famille, de leurs amis ou par une forme ou une autre d'aide sociale). Les ménages pauvres font face à la faim lorsque leur production alimentaire, leurs économies, leurs revenus et leurs droits acquis sont insuffisants pour répondre à leurs besoins alimentaires. Parmi les circonstances susceptibles de contribuer à aggraver les problèmes d'accès à l'alimentation figurent :

- La perte de biens de production

- La chute des salaires
- L'augmentation du prix des marchandises qui réduit le pouvoir d'achat des pauvres.

Les analyses portant sur l'accès à l'alimentation se concentrent sur la capacité de production et le pouvoir d'achat des ménages pauvres. Elles mettent également en évidence le rapport entre l'évolution de l'inégalité des revenus et la répartition de la faim.

Un autre paramètre fondamental du phénomène de la faim est l'utilisation biologique des aliments. Il s'agit de savoir si les aliments consommés apportent une énergie et des nutriments suffisants, si l'individu ou le groupe considérés ont accès à l'eau potable, si des mesures d'hygiène appropriées sont prises pour prévenir les maladies et permettre à l'organisme d'absorber l'énergie et les nutriments contenus dans les aliments et, également, quelles sont les connaissances, les attitudes et les pratiques des gens qui consomment les aliments. Certains membres de la famille ne reçoivent pas une part suffisante des ressources du ménage en raison de leur sexe, de leur âge ou d'autres facteurs d'origine culturelle, ce qui a pour effet d'accroître la faim pour eux.

Enfin, la vulnérabilité joue aussi un rôle, étant entendu par là le degré de probabilité de remise en question de la sécurité alimentaire du ménage par une catastrophe majeure ou par les effets cumulatifs d'une série de petits chocs infligés aux moyens d'existence du ménage. Le niveau de vulnérabilité dépend de la probabilité de ces événements et de l'aptitude du ménage à y faire face, de sa résistance et de sa capacité d'adaptation.

Les ménages doivent être en mesure de s'adapter aux catastrophes et de s'en remettre pour conserver leur sécurité alimentaire.

Mythe n° 2 : Les gens qui ont faim ont besoin de vivres ; la réponse au problème est donc l'aide alimentaire.

Réalité : L'aide alimentaire ne constitue ni une solution universelle ni une solution à long terme.

Depuis plus de 50 ans, le peuple américain répond généreusement aux besoins des personnes qui souffrent de la faim de par le monde, principalement par l'intermédiaire de la Loi publique 480 dite « Vivres pour la paix ». Le programme mis en œuvre au titre de cette loi fournit une aide alimentaire en tant que principale source d'assistance pour répondre aux crises alimentaires en situation d'urgence ainsi que pour lutter contre la faim chronique. Ce programme, sous sa forme actuelle, a incontestablement sauvé des millions de vies.

Toutefois, l'augmentation du nombre de personnes



© AP Images

La faim chronique et la faim transitoire sont des problèmes différents qui exigent des solutions distinctes. Dans le nord du Kenya frappé par la sécheresse en 2006, un garçonnet s'intéresse au contenu d'un sac d'aliments.

En second lieu, les interventions visant la faim chronique, par opposition aux urgences, doivent consister en une aide soutenue, à long terme, qu'il est difficile d'apporter au titre des politiques et programmes actuels.

Les programmes actuels visent des objectifs multiples et sont de relativement brève durée; en conséquence, ils ne permettent souvent pas de faire usage de certaines des méthodes les plus appropriées et les plus efficaces, ni d'atteindre ceux et celles qui ont le plus besoin d'aide. C'est ainsi, par exemple, que les programmes agricoles visant à accroître la productivité et les revenus ruraux ne parviennent souvent pas aux ménages les plus vulnérables, qui sont généralement les petits propriétaires ou les travailleurs journaliers. De plus, la plupart des interventions sont fragmentées et entreprises isolément par divers organismes, dont chacun a différentes sources de financement, différents calendriers et différentes exigences en matière de comptes rendus. Une telle fragmentation diminue l'efficacité globale de ces programmes.

sous-alimentées nous indique que la fourniture d'aide alimentaire à elle seule ne suffit pas à résoudre le problème de la faim dans le monde.

CARE est associé de longue date aux programmes de distribution alimentaire et il est fier, à juste titre, de venir en aide aux populations pauvres, vulnérables et touchées par les crises dans le monde entier au moyen de tels programmes. Mais les politiques et les programmes actuels ont leurs défauts.

En premier lieu, la plupart des années, de 70 à 75 % de l'aide alimentaire américaine servent à atténuer la faim transitoire résultant de situations d'urgence et de crises humanitaires. Bien que l'aide alimentaire d'urgence soit d'une importance vitale en temps de crise, elle ne remédie pas aux causes profondes de la faim chronique ni ne réduit la probabilité d'urgences futures.

NOUVEAUX DÉFIS ET PERSPECTIVES

Malgré la suffisance actuelle des ressources alimentaires mondiales, on assiste à l'émergence de défis qu'il faut relever pour maintenir ces ressources à des niveaux suffisants.

Certains experts sont d'avis que la Révolution verte, avec son recours aux intrants technologiques et chimiques, a eu pour résultats d'accroître l'érosion des sols et de polluer l'eau souterraine et de surface, et qu'elle a causé de graves problèmes dans les domaines de la santé publique et de l'environnement, ce qui suscite des doutes sur la durabilité de la révolution.

En outre, plusieurs pays en développement ressentent déjà les effets des changements climatiques, changements qui ont des répercussions météorologiques, réduisant

les précipitations, modifiant le débit des cours d'eau et intensifiant la désertification. Tous ces facteurs sont appelés à affecter considérablement la production alimentaire.

Parallèlement, la demande croissante de cultures vivrières en vue de la production de biocarburants fait également, selon les prévisions, peser des menaces sur la sécurité en entraînant une hausse des prix des céréales, ce qui a pour effet de réduire le pouvoir d'achat des ménages pauvres.

Si les prévisions relatives aux changements climatiques et à l'augmentation de la production agricole destinée aux biocarburants se réalisent, on assistera selon toute vraisemblance à une augmentation considérable de l'incidence de la faim chronique.

DE MEILLEURES MÉTHODES

CARE considère qu'il est temps de repenser les méthodes habituelles de lutte contre la faim de manière à traiter complètement et efficacement le problème de la faim chronique.

La réduction de la faim chronique exigera des programmes qui ciblent les populations très pauvres et très vulnérables et qui fournissent des soutiens avant que les urgences ne se déclarent. Ces programmes devront appliquer des méthodes qui prennent en compte les besoins fondamentaux des personnes qui souffrent de la faim, mais qui traitent également les causes sous-jacentes sociales, économiques, environnementales et politiques de la faim.

S'attaquer aux causes de la faim exige un effort massif et soutenu qui dépasse les capacités d'un pays ou d'un bailleur de fonds, quels qu'ils soient, agissant seuls. Les organismes donateurs doivent coordonner leurs interventions et appuyer les autorités nationales pour mettre en place et doter en ressources adéquates des politiques, des stratégies et des plans nationaux, plutôt que de mettre en œuvre des projets indépendants.

Il faut donc apporter des changements aux programmes du gouvernement des États-Unis et modifier leur orientation actuelle. Il s'agit de mettre en place des stratégies pluriannuelles intégrées, dotées de ressources appropriées et n'étant pas soumises aux limitations des affectations de crédits annuelles. Traiter la problématique de la faim dans toute sa complexité exige que l'on dispose de ressources assurées et à long terme.

Et surtout, les praticiens doivent avoir une latitude de programmation suffisante pour pouvoir choisir la meilleure méthode dans une situation donnée. Ceci implique qu'ils aient la liberté de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la faim. Pour ce faire, les programmes devront investir dans l'éducation, dans la santé, dans le soutien des moyens d'existence et dans la protection des biens. Cela implique aussi que les programmes, selon qu'il sera approprié et qu'il aura été déterminé sur la base d'analyses solides, devront faire usage de ressources telles que l'aide alimentaire extérieure, les aliments obtenus sur le plan local ou régional, et les possibilités de transferts de fonds (allocations, coupons alimentaires, et programmes du type argent-contre-travail) en tant que composantes d'une intervention de portée plus large.

Ces éléments doivent être intégrés dans le cadre général d'un plan visant à réduire progressivement et régulièrement le nombre de gens vivant en situation de crise ou de risque élevé, et d'augmenter le nombre de ceux qui ont un accès durable et assuré à la nourriture pour satisfaire à leurs besoins nutritionnels. Ce n'est qu'alors que nous pourrions entreprendre la longue marche qui nous mènera à l'élimination de la faim et de ses causes pour nous assurer qu'aucun enfant n'aille se coucher le soir le ventre vide. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

Triple menace en Afrique australe

Jordan Dey



© AP Images/Obed Zilva

Des gens font la queue pour avoir du maïs dans un centre de distribution de secours à Sanje, au Malawi, l'un des pays les plus durement frappés par l'épidémie de VIH/sida.

En Afrique australe, du fait de l'épidémie de VIH/sida, nombre d'agriculteurs sont trop malades pour cultiver leurs terres, ce qui réduit aussi l'aptitude des gouvernements à apporter de l'aide. Les pays donateurs peuvent accroître considérablement l'efficacité des médicaments qu'ils fournissent déjà en donnant aux familles touchées par la maladie une alimentation suffisante.

Jordan Dey est directeur des relations avec les États-Unis pour le Programme alimentaire mondial des Nations unies.

L'Afrique australe, qui est depuis longtemps l'un des greniers de l'Afrique et depuis une date plus récente l'une des régions du continent les plus stables, économiquement et politiquement, est sous le coup d'une triple menace : le VIH/sida, l'érosion de la sécurité alimentaire et la diminution des capacités des instances

gouvernementales et de la société civile.

Chaque jour, dans le monde, 8.000 personnes meurent du VIH/sida. Il survient chaque année 5 millions de nouvelles infections. Quelque 40 millions de personnes sont actuellement séropositives et les deux tiers d'entre elles vivent en Afrique subsaharienne.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies est actif en Angola, au Lesotho, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique, en Namibie, au Swaziland, en Zambie et au Zimbabwe. L'Afrique australe se trouve aux premières lignes de la lutte mondiale engagée contre cette maladie dévastatrice, 9 des 10 pays de la région ayant les taux de prévalence du VIH/sida les plus élevés au monde. Dans beaucoup de ces pays, le sida a ramené l'espérance de vie à 35 ans, comme au Moyen Age. La maladie a frappé d'un coup extrêmement rude le secteur de la production, décimé les

rangs des fonctionnaires, des enseignants, des médecins, des hommes d'affaires et des agriculteurs, et affaibli les instances gouvernementales ainsi que l'infrastructure civique et sociale. On estime qu'en Afrique australe, 8 millions d'agriculteurs sont décédés du sida au cours des deux dernières décennies. Et selon un récent rapport d'Oxfam International, les taux de mortalité actuels indiquent qu'un cinquième de la main-d'œuvre agricole de la région succombera au sida d'ici 2020.

Les victimes du sida ont laissé derrière elles en Afrique australe, estime-t-on, quelque 3,3 millions d'orphelins. Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), la rapidité de l'augmentation de la proportion d'orphelins par rapport à la population totale est unique au monde.

La combinaison de la forte prévalence du VIH/sida et du nombre élevé d'orphelins impose de lourdes contraintes aux collectivités et aux familles, ainsi qu'aux budgets publics dans les domaines de la santé, des services sociaux, de la sécurité alimentaire et de l'éducation. Toutes ces tendances sont porteuses de graves perturbations et remettent en question la stabilité économique et politique à long terme des pays touchés. Par ailleurs, la sécurité alimentaire des ménages est d'ores et déjà gravement affectée.

AGGRAVATION DES PÉNURIES ALIMENTAIRES

L'Afrique australe a réalisé des progrès substantiels en matière de production agricole depuis 2002, lorsque la région entière était sur le point de sombrer dans l'une des pires crises humanitaires qu'elle ait jamais connue : plus de 14 millions d'habitants de six pays avaient alors besoin d'une aide d'urgence. De graves pertes de vie ont pu être évitées grâce à une coordination sans précédent des interventions humanitaires et à la générosité des donateurs, notamment des États-Unis, de l'Union européenne, de l'Australie, du Canada, du Japon et de l'Afrique du Sud.

Depuis, le nombre d'habitants ayant besoin d'aide alimentaire a diminué constamment, essentiellement grâce à de meilleures récoltes dues à des pluies plus régulières et à la disponibilité accrue de semences et d'engrais. Toutefois, en 2007, de mauvaises récoltes dans de nombreux pays de la région, notamment au Zimbabwe, au Swaziland et au Mozambique, sont venues augmenter de nouveau les rangs de ceux dont la survie dépend d'une aide alimentaire d'urgence. On estime actuellement leur

nombre à 4.4 millions, encore qu'un nouveau rapport sur la sécurité alimentaire au Zimbabwe indique que ce chiffre est appelé à augmenter d'au moins 2 millions en raison des mauvaises récoltes et de la crise économique qui s'aggrave dans ce pays. La sécheresse, le coût élevé des semences et des engrais, les difficultés d'accès aux marchés et des politiques foncières irrationnelles se conjuguent pour aggraver les récentes pénuries alimentaires. Le VIH/sida vient s'ajouter à ces autres facteurs.

En Afrique australe, comme dans le reste du monde, les dirigeants politiques ont réalisé des progrès appréciables dans la lutte contre le VIH/sida. Les réalités de la maladie ont enfin été reconnues ouvertement, après des années de déni, de honte et de stigmatisation.

L'annonce d'une contribution de 15 milliards de dollars du gouvernement Bush pour combattre le VIH/sida dans le monde en développement, et surtout en Afrique, a des dimensions historiques en ce qu'elle représente le plus grand engagement de ressources jamais consenti par un gouvernement pour relever un défi dans le domaine de la santé mondiale. Le président Bush propose également de proroger le programme de cinq ans et d'en doubler le financement, qui passerait à 30 milliards de dollars pour la période de cinq ans qui débutera en 2009. Cet extraordinaire engagement du gouvernement des États-Unis a donné lieu à de nombreuses contributions supplémentaires - notamment sur le front des médicaments - de la part de gouvernements de la région, du secteur privé, en particulier de compagnies pharmaceutiques, et d'autres donateurs.

Les antirétroviraux sont peu à peu distribués dans tous les pays d'Afrique australe ; il convient de relever le cas du Malawi, où les distributions de médicaments ont été multipliées par neuf, le nombre des bénéficiaires étant passé de 8.000 personnes en janvier 2005 à plus de 70.000 au début 2007. Toutefois, tous les pays d'Afrique australe ont encore des progrès substantiels à réaliser pour répondre à la demande, et plusieurs millions de personnes n'ont toujours pas accès aux médicaments salvateurs.

ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DES MÉDICAMENTS

Les donateurs pourraient accroître considérablement l'efficacité de leur investissement de plusieurs milliards de dollars dans les médicaments contre le sida en y associant un traitement adjuvant simple, mais souvent négligé : l'apport de nourriture avec les médicaments. C'est là une ordonnance qui a reçu l'aval du Programme commun



Avec la permission de la CFAO/Giuseppe Bizzarri

À Chimoio (Mozambique), des enfants apprennent des techniques agricoles dans l'une des Ecoles pratiques d'apprentissage de l'agriculture et de la vie, dans le cadre d'un programme mis en œuvre par des agences des Nations unies dans six pays.

des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et de l'Organisation mondiale de la santé. Elle a également recueilli le soutien des États-Unis dans le cadre du Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR) qui, par exemple, collabore avec le Programme alimentaire mondial en Éthiopie pour fournir des aliments et des suppléments vitaminiques et pour dispenser des conseils en matière de nutrition aux gens touchés par le VIH/sida.

Le raisonnement est simple : la plupart des médicaments sont accompagnés de posologies qui recommandent de les prendre avant ou après les repas, ces indications étant prévues pour les régions riches du monde où l'on se demande rarement d'où viendra le prochain repas.

Mais en Afrique, où un habitant sur trois est sous-alimenté et ne dispose que d'un dollar par jour pour vivre, de nombreux séropositifs n'ont pas toujours les moyens de faire un repas par jour. Les médicaments puissants sont loin d'avoir la même efficacité lorsque l'organisme est

affaibli et que l'estomac est vide.

Les recherches menées sur le terrain ont démontré que l'apport d'aliments nutritifs au bon moment pouvait faire une énorme différence, aider les malades à survivre plus longtemps, favoriser la scolarisation des enfants et éviter qu'ils traînent dans les rues, et contribuer à la cohésion de la famille. L'idée commence enfin à faire son chemin.

Peter Piot, directeur de l'ONUSIDA, se plaît à raconter une anecdote sur une rencontre qu'il a faite avec un groupe de Malawiennes séropositives. « Comme je le fais toujours, je leur ai demandé quelle était leur priorité absolue, dit-il. Et elles m'ont répondu unanimement : manger. » Les soins, les médicaments et la lutte contre la stigmatisation arrivaient après.

Cela ne doit pas surprendre dans un continent où le sida fait plus de victimes que les conflits. L'Afrique, où le PAM mène la moitié de ses opérations, est déjà affligée pour les problèmes de sécurité alimentaire les plus graves du monde. Huit agriculteurs africains sur 10 sont des femmes, qui pratiquent pour la plupart une agriculture

de subsistance. Or ces dernières sont touchées de manière disproportionnée par la maladie.

LE SIDA ET LES FAMILLES

La nourriture est également un problème énorme pour les familles touchées par le sida, et la maladie a des répercussions négatives sur la production et la sécurité alimentaires au niveau des ménages.

Les études menées en Afrique et ailleurs démontrent que le sida a des effets dévastateurs sur les familles rurales. Le père est souvent le premier à tomber malade et la famille peut alors se voir dans l'obligation de vendre le matériel agricole et les animaux pour subvenir aux frais de son traitement, ce qui aboutit à une rapide paupérisation de familles souvent déjà pauvres. Si la mère tombe malade à son tour, les enfants doivent alors assumer la lourde responsabilité de l'exploitation de la ferme et des soins de leurs parents.

Étant donné que des millions d'agriculteurs ne travaillent plus, les pays voient leurs disponibilités alimentaires se réduire. Les agriculteurs séropositifs affaiblis qui peuvent encore travailler n'ont pas le même rendement et ont plus de difficultés à trouver des revenus en dehors du secteur agricole. Leurs revenus diminuant, ils ne peuvent plus se procurer les engrais et autres intrants agricoles. Les récoltes continuent de diminuer et les exploitants tombent dans un cercle vicieux qui les précipite dans une pauvreté abjecte au fur et à mesure qu'ils vendent leurs maigres biens. Les familles agricoles ne tardent pas à connaître la faim.

En Afrique australe, 70 % des exploitations agricoles ont subi des pertes de main-d'œuvre à cause du VIH/sida. Les ouvriers agricoles touchés par la maladie tendent à cultiver une superficie moins grande et à pratiquer des cultures moins intensives en main-d'œuvre. Au Malawi, 26 % des ménages ayant un malade à la maison ont modifié leur combinaison habituelle de cultures et 23 % ont laissé des terres en jachère. Au Zimbabwe, la production de maïs a diminué de 67 % dans les familles qui ont perdu l'un des leurs à cause du sida.

ASSISTANCE INTÉGRÉE

Les médicaments antirétroviraux peuvent apporter une amélioration à ce sombre tableau, lorsque leur administration s'accompagne d'une alimentation et d'apports nutritifs appropriés. La victoire dans la lutte

contre le sida ne saurait toutefois relever de la seule pharmacopée : elle exige la fourniture d'une assistance intégrée.

Une tactique prometteuse dans la guerre contre le sida et l'insécurité alimentaire en Afrique australe est appliquée par un programme administré conjointement par le PAM et son partenaire, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce programme, appelé « Écoles pratiques d'apprentissage de l'agriculture et de la vie », est actuellement mis en œuvre dans six pays. Des centaines d'orphelins et autres enfants vulnérables de 12 à 17 ans suivent un an de cours sur les techniques agricoles traditionnelles et modernes ; on leur dispense également une formation à la dynamique de la vie, qui comporte une sensibilisation au VIH/sida. Bien que le manque de fonds n'ait pas permis de développer ce programme autant qu'il aurait été souhaitable, celui-ci fait partie des structures sociales essentielles dont l'Afrique a besoin pour vaincre une épidémie dont on prévoit qu'elle fera 20 millions d'orphelins d'ici 2010, un chiffre astronomique.

Le cas particulier d'un agriculteur africain de 46 ans est édifiant à cet égard. Quand Bénédicte, séropositif et père de deux enfants, s'est inscrit à un programme de traitement pharmaceutique doublé d'une aide alimentaire du PAM, il devait être transporté en civière pour venir chercher ses rations. Grâce au traitement et à une alimentation régulière, il n'a pas fallu très longtemps pour qu'il ait assez de forces pour transporter seul ses sacs de maïs et de haricots sur sa bicyclette. Aujourd'hui, il a repris ses travaux dans ses champs. Une bonne alimentation et un traitement médicamenteux approprié l'ont remis sur pied, lui et sa famille.

Le cas de Bénédicte est un exemple des résultats que l'on peut obtenir et un motif d'espoir pour les collectivités frappées par le VIH/sida et l'insécurité alimentaire. Avec un soutien judicieusement ciblé et un traitement associant médicaments et nutrition, les séropositifs et sidéens peuvent reprendre leurs activités et faire face à ce terrible fléau. On pourra, en veillant à ce que l'alimentation fasse partie des interventions intégrées de lutte contre le sida, maximiser l'impact de l'investissement substantiel réalisé par le gouvernement des États-Unis dans la lutte contre ce fléau en Afrique. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.

L'aide au pastoralisme de la Corne de l'Afrique

Anne Marie del Castillo et John Graham



Photo PAM/Melese Awoke

L'USAID aide les éleveurs africains, tels que cette femme qui mène son troupeau de bovins près de Zeway (Éthiopie), à protéger leurs moyens d'existence.

Des modes de coopération novateurs entre un organisme d'aide étrangère des États-Unis et des organisations non gouvernementales ont permis à des pastoralistes éthiopiens non seulement de survivre à la sécheresse, mais aussi de renouer avec une existence productive normale.

Anne Marie del Castillo et John Graham travaillent à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), en qualité respectivement de conseillère politique au Bureau du programme Vivres pour la paix à Washington et de conseiller politique principal auprès de la mission de l'USAID en Éthiopie.

Abdul Hussein est un habitué des sécheresses, nombreuses, qui sévissent dans les terres arides de la zone de Borena, dans le sud de l'Éthiopie. Assis à même le sol avec huit autres anciens dans le bureau de l'administration locale, aux côtés de membres de l'équipe de suivi de l'USAID, il parle de la dernière sécheresse, tandis qu'au-dehors tombe enfin une pluie battante. Comme ses compagnons assemblés ici aujourd'hui, Abdul est essentiellement éleveur : il dépend de son troupeau pour nourrir sa famille et subvenir à ses divers besoins, et il cultive à l'occasion des céréales si les pluies sont particulièrement bonnes. Dans cette région aride, l'élevage de moutons, de chèvres et de chameaux exige une migration saisonnière pour accéder aux pâturages.

« Cela ne nous était jamais arrivé. Les sécheresses précédentes avaient tué nos bêtes plusieurs fois, mais cette fois-ci, les gens de CARE nous ont aidés à les vendre avant qu'elles ne périssent, dit-il. J'ai vendu une vache, ce qui m'a permis d'acheter un camion et de transporter le

reste de mon troupeau pour l'amener dans le nord, où il a survécu. Aujourd'hui la sécheresse est finie et j'ai encore mes bêtes.»

De nombreux spécialistes du développement interprètent la vulnérabilité apparemment croissante des pastoralistes de la Corne de l'Afrique comme un signe indiquant que leur mode d'existence n'est plus viable. Ceci les amène souvent à recommander l'abandon progressif du pastoralisme au profit de l'agriculture ou d'autres activités de production plus sédentaires.

Mais ces spécialistes ne tiennent pas compte de la remarquable efficacité du mode de vie des pastoralistes ni des effets néfastes de la marginalisation politique, sociale et économique dont ceux-ci font l'objet. Rares sont les pays où l'État reconnaît la valeur des pastoralistes et leur apporte les aides voulues. Les mesures d'appui à la vente ou à l'entretien des animaux en période de sécheresse ainsi que celles qui favorisent l'accès aux marchés du bétail et l'obtention de meilleurs prix ont eu une efficacité remarquable.

LES INITIATIVES DE L'USAID

Depuis la fin des années 1990, l'USAID oriente son aide dans la Corne de l'Afrique vers les pastoralistes dans le cadre de projets tels que la Southern Tier Initiative et Emerging Focus, axés sur les services de santé, d'éducation et de médecine vétérinaire. En outre, une aide humanitaire massive a été fournie au cours des sécheresses de 1999-2000, 2002-2003 et 2005-2006. Du fait des sécheresses et de la perte de bétail, plus d'un million d'éleveurs ont vu leurs ressources se réduire au point qu'ils dépendent aujourd'hui de l'aide alimentaire plusieurs mois par an.

En octobre 2005, la mission de l'USAID en Éthiopie a lancé la Pastoralist Livelihood Initiative (PLI), dotée d'un budget de 29 millions de dollars programmé sur deux ans, qui modifie la façon dont l'USAID tente de remédier à la vulnérabilité des pastoralistes dans la Corne de l'Afrique. Cette initiative a bénéficié de l'appui du Fonds de prévention des famines, un fonds de prévoyance souple employé par l'USAID pour intervenir rapidement afin de prévenir et d'atténuer les famines.

La PLI s'attaque aux causes sous-jacentes de la faim de manière à induire des changements positifs durables. L'USAID entend ainsi répondre à un besoin urgent, compte tenu de signes indiquant les possibilités de développement commercial du marché de la viande, d'un vif intérêt du secteur privé, d'une position favorable des

instances gouvernementales et de la présence d'un réseau régional d'organisations non gouvernementales (ONG) expérimentées.

Le projet est axé sur le développement et vise à renforcer les relations existantes entre les éleveurs et les marchés modernes de la viande et du bétail pour faire face aux situations d'urgence. Ceci a permis de protéger les moyens d'existence des éleveurs au cours de la sécheresse de 2005-2006 et de créer des relations commerciales durables qui devraient améliorer considérablement la capacité des pastoralistes de faire face aux sécheresses futures.

LANCEMENT DES ACTIVITÉS

La mission de l'USAID en Éthiopie est intervenue par l'entremise d'un consortium d'ONG ainsi que du Centre de lutte contre les famines de l'université Tufts et de l'association privée sans but lucratif Agricultural Cooperative Development International/Volunteers in Overseas Cooperative Assistance (ACDI/VOCA). Les objectifs initiaux de la PLI étaient d'assurer aux bénéficiaires des moyens d'existence à long terme au moyen d'appuis à l'élevage animalier et à la commercialisation des produits, d'améliorer les mécanismes de réponse aux situations d'urgence et de promouvoir les réformes relatives à l'accès aux marchés. Les activités ont été mises en œuvre dans trois régions d'élevage pastoraliste de l'Éthiopie : la région somalienne (3,8 millions d'habitants), la région des Afars (1,8 million d'habitants) et la région de l'Oromia (2,4 millions d'habitants). Le projet a apporté une aide directe à 400 000 pastoralistes et 2 millions de personnes en ont bénéficié indirectement.

Le démarrage rapide des activités s'est avéré un choix heureux. En effet, en décembre 2005, deux mois à peine après le lancement officiel du projet, il est apparu clairement que le déficit pluviométrique avait été particulièrement important dans le sud de la zone couverte par le projet. Les partenaires de la PLI ont pu redéployer leurs ressources pour tenir compte des effets de la sécheresse de 2005-2006. Ils ont eu recours à des mécanismes souples pour procéder notamment à des achats d'animaux avant que ceux-ci ne périssent, tant pour leur commercialisation que pour l'abattage à des fins de consommation en tant qu'aide alimentaire ; ils ont également fourni des soins vétérinaires d'urgence et ont protégé les troupeaux d'élevage en les approvisionnant en fourrage et en eau.

En un mois, la PLI facilitait les ventes de bétail en mettant en rapport les pastoralistes de la région méridionale touchée par la sécheresse avec des négociants qui achetaient normalement leur bétail dans les régions montagneuses du nord. La PLI a facilité l'achat et l'abattage d'animaux par des marchands de bestiaux et des bouchers, a fourni de l'eau et contribué à entretenir les troupeaux d'élevage par l'apport de fourrage et de vaccins. Grâce à ces opérations d'urgence, les pastoralistes ont pu disposer de ressources financières – produit des ventes – et conserver les animaux reproducteurs qui leur ont permis de commencer à reconstituer leurs troupeaux.

Un programme de prêts novateur pour les marchands de bestiaux leur a permis d'effectuer les achats. Les partenaires de la PLI ont mis à leur disposition un montant total de 250 000 dollars et, par l'entremise d'une ONG, ont financé une caisse de prêts à hauteur de 50 000 dollars, prêts qui ont été intégralement remboursés. Avec ces ressources financières supplémentaires, les marchands de bestiaux ont pu acheter un nombre nettement supérieur d'animaux ; ils ont également engagé, estime-t-on, 1 million de dollars de leurs propres capitaux pour effectuer des achats d'urgence de bétail.

DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS

Les opérations de déstockage ont apporté aux ménages pastoralistes la majorité des ressources financières nécessaires pour subvenir à leurs besoins durant la sécheresse, près de la moitié de ces ressources ayant servi à acheter des aliments et du fourrage. Selon les estimations de l'université Tufts, le ratio coûts-avantages s'est établi à 1:41. Dans le cadre de ces opérations, les négociants privés ont acheté des milliers d'animaux aux éleveurs, ce qui a évité à ceux-ci de sombrer dans la pauvreté et leur a donné les moyens d'acheter des animaux après la sécheresse.

En sus de ces opérations, des programmes d'approvisionnement en fourrage visaient à protéger les troupeaux reproducteurs. Les partenaires de la PLI, en coopération avec des gouvernements de la région et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ont aidé à assurer la vaccination de 3 millions d'animaux et à dispenser des soins vétérinaires à plus de 2.8 millions de bêtes. Grâce aux seules mesures d'urgence de la PLI, le taux de survie du bétail a augmenté, estime-t-on, de 10 %, et la valeur du cheptel protégé a dépassé les 22 millions de dollars.

En avril, après le retour des pluies, les partenaires de

la PLI et leurs homologues gouvernementaux ont repris les activités initialement approuvées qui visaient à renforcer les moyens d'existence des pastoralistes, notamment le restockage et la commercialisation. Parallèlement à la PLI, il s'est produit une évolution fondamentale des tendances régionales du commerce de la viande et du bétail. En les mettant en rapport avec les négociants du nord, l'intervention d'urgence de la PLI a aidé les éleveurs du sud à bénéficier de cette évolution.

Traditionnellement, les bovins du sud de l'Éthiopie étaient destinés aux marchés du Kenya, et les ovins et les caprins à ceux de la Somalie. Étant donné que la demande de viande avait dépassé l'offre dans les régions montagneuses du nord, les négociants se sont tournés vers le sud pour s'approvisionner. De ce fait, les pastoralistes ont eu accès aux abattoirs et aux marchés aux bestiaux du nord. En outre, les pastoralistes somaliens ont réorienté leur commerce de chameaux sur pied, axé traditionnellement sur le sud, vers les marchés plus lucratifs de l'Égypte et de l'Arabie saoudite.

NOUVEAUX MARCHÉS

À Filtu, dans le sud de la région somalienne de l'Éthiopie, des femmes se félicitent de l'aide qu'elles ont reçue d'un partenaire de la PLI, la Pastoralist Concern Association of Ethiopia (PCAE).

«Auparavant, nous vendions nos moutons et nos chèvres à la Somalie, dans le sud, et parfois au marché de Mandera, au Kenya, dit Aïsha Abdulahi. Maintenant, ce sont eux qui viennent ici vendre leurs moutons et leurs chèvres. Nous, nous vendons tous nos animaux vers le nord, sur Negelle et Addis-Abeba, et les prix sont bien meilleurs pour nous.»

«Quand il y avait des sécheresses, ou la guerre en Somalie, poursuit-elle, c'était très dur pour nous. Maintenant, cela n'a plus d'importance : nous vendons nos animaux en Éthiopie. Beaucoup des adhérentes de notre caisse féminine d'épargne et de crédit empruntent pour acheter des moutons et des chèvres ici et les revendent, en faisant des bénéfices, à Negelle.»

La PLI a également eu des effets visibles sur la croissance de l'économie locale. Elle a remplacé les marchés de brousse informels par des installations modernes, avec des enclos permanents, des parcs à bestiaux et des abreuvoirs. Ces changements autorisent des échanges commerciaux plus ordonnés et assurent de meilleures conditions sanitaires pour les animaux ; ils ont



Dans toute la Corne de l'Afrique, les éleveurs de chèvres et autres pastoralistes ont besoin d'aide financière et d'assistance technique.

Avec la permission de l'USAID

pour effet d'attirer les marchands de bestiaux du nord qui envoient leurs convois de bétailières jusqu'aux marchés locaux qui sont équipés d'enclos et d'installations de chargement appropriés.

Une retombée importante de ces activités de la PLI est l'émergence d'entreprises connexes qui ont commencé à se développer sur les sites des nouvelles installations. Dans les quinze jours qui ont suivi l'ouverture de l'un des 25 marchés à bestiaux modernes de la PLI à Harobake, plusieurs petits restaurants, hôtels, pharmacies et commerces de détail ont ouvert leurs portes.

Fofu Gezu, organisateur local de l'association ACIDI/VOCA, décrit en ces termes le remarquable impact du nouveau marché: «Nous avons consulté les membres de la collectivité au cours de la planification, et ils nous ont dit que c'était ici qu'il conviendrait d'implanter les installations. Comme c'était leur choix, les autorités locales ont accepté et nous voyons maintenant ce qui se passe. Les gens savaient que le marché pourrait se développer et ils y apportent leur soutien. C'est une ville entière que la collectivité entrevoit maintenant ici, une ville qui doit être le nouveau centre de toute la région.»

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE

Les pastoralistes, bien que nomades, ne se déplacent pas constamment. Les femmes et les enfants sont généralement relativement sédentaires et vivent dans de petites villes rurales au moins six mois de l'année. Les programmes de microfinancement appuyés par l'USAID aident les femmes à établir ou à développer des coopératives lucratives, à exploiter de petits moulins à grain et à gérer des petites entreprises telles que des commerces de vente au détail ou des élevages de petits ruminants. Les revenus réguliers procurés par ces activités viennent compléter les revenus plus saisonniers tirés des activités pastorales.

Fort de succès de ces activités, l'USAID a encouragé le ministère de l'agriculture et du développement rural de l'Éthiopie à former un Forum de politique publique de l'élevage. Dans ce cadre, cinq groupes de travail élaborent les politiques officielles en matière de déstockage, de soins vétérinaires et d'approvisionnement en fourrage d'urgence, ainsi que de restockage et de gestion des ressources naturelles. Un résultat concret a d'ores et déjà été obtenu : les autorités éthiopiennes ont convenu d'accorder des prêts à des conditions préférentielles aux marchands de bestiaux pour acheter des animaux lors des situations d'urgence.

La PLI a aidé les pastoralistes à survivre à la sécheresse, à maintenir leur autosuffisance et à conserver leurs troupeaux. L'une des grandes leçons à retenir est que les organismes présents sur le terrain depuis longtemps et possédant des compétences particulières peuvent faire preuve de souplesse dans l'usage de leurs ressources et redéployer celles-ci immédiatement pour protéger les moyens d'existence. Ces capacités techniques et cette souplesse en matière de financement devraient être la norme pour faire face aux urgences à venir. Il faut que des ressources financières suffisantes soient disponibles au niveau national et auprès de donateurs bilatéraux et multilatéraux. Les sécheresses récurrentes dans la Corne de l'Afrique ne doivent pas se traduire systématiquement par des difficultés pour les éleveurs. Les instances gouvernementales nationales et régionales devraient mettre en œuvre des politiques appropriées et intervenir pour éviter l'érosion des moyens d'existence des pastoralistes et, si possible, pour les renforcer.

Une seconde leçon à retenir est que le pastoralisme est une activité viable à condition qu'elle soit fermement reliée aux systèmes économiques et financiers nationaux et régionaux. La PLI a permis d'accroître la durabilité de

ces moyens d'existence tout simplement en renforçant les liens existants entre les pastoralistes et les marchés de la viande et du bétail, ce qui a eu des retombées positives et dynamiques sur l'économie locale.

La PLI a su s'attaquer rapidement aux causes fondamentales de la vulnérabilité des communautés pastoralistes et les a aidées à conserver leurs moyens d'existence en favorisant leur intégration financière et économique dans la société. Elle a d'une part atteint les objectifs qu'elle s'était fixés et d'autre part développé de nouveaux domaines de programmation.

Étant donné que la période initiale de financement n'était que de deux ans, il s'agit à présent de trouver d'autres sources de fonds afin de tirer parti comme il se doit des précieuses leçons de cette expérience. Les partenaires de l'USAID et le gouvernement éthiopien espèrent que les progrès réalisés au cours de la première phase convaincront d'autres donateurs, bilatéraux comme multilatéraux, d'apporter le soutien nécessaire pour continuer de renforcer les capacités de ces pastoralistes et les aider à prospérer dans le contexte économique moderne qui est le leur. ■

Lutter contre la malnutrition infantile au Bangladesh

Ina Schonberg

L'aide alimentaire fournie au Bangladesh permet de nourrir les enfants qui ont faim après des inondations dévastatrices et ou dans d'autres situations d'urgence. L'aide financière permet d'offrir aux enfants les soins médicaux dont ils ont besoin, de les scolariser et de donner aux familles des possibilités de se procurer des revenus. Ces deux types d'aide sont nécessaires indéfiniment dans un pays où près de la moitié de la population n'a pas les moyens de se nourrir convenablement.

Ina Schonberg est vice-présidente associée de l'organisation caritative indépendante sans but lucratif Save the Children.

Le Bangladesh défraie la chronique le plus souvent lorsque les inondations, la pression démographique et l'extrême pauvreté convergent et se conjuguent. C'est l'un des pays les plus densément peuplés au monde, dont les plus de 130 millions d'habitants vivent dans un delta fertile aux multiples cours d'eau, lacs et bras de mer. Il est sous la menace constante d'inondations et de cyclones auxquels s'ajoutent une pollution croissante et l'épuisement des sols. Malgré des progrès socioéconomiques soutenus, la pauvreté reste largement répandue et profonde. Dans les zones côtières de la région de Barisal, l'insécurité alimentaire est grande et la malnutrition est plus prononcée que dans les autres régions du pays.

Le long de la côte du Bangladesh, Save the Children collabore avec d'autres organisations non gouvernementales et les autorités locales pour réduire la malnutrition infantile. Grâce à des vivres fournis par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le programme Jibon-O-Jibika (Vie et moyens d'existence) permet de nourrir 180.000 enfants par mois. Les agents du programme se rendent dans les villages les plus reculés pour y vacciner les enfants (conjointement avec les services de la santé publique), suivre leur croissance et dispenser des soins médicaux. Le

programme assure en outre l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement, et offre aux familles pauvres de nouvelles possibilités de se procurer des revenus en les aidant à cultiver des jardins potagers.



Avec la permission de Save the Children, Groupe de lutte contre la faim et la malnutrition

La petite Shireen et sa mère ont été inscrites au programme intensif de conseils nutritionnels de Save the Children. L'enfant a reçu de la nourriture et la famille a obtenu un nouveau puits et des latrines.

Pour des enfants comme Shireen, ce programme se faisait attendre depuis longtemps. Considérée comme gravement sous-alimentée en raison de maladies répétées et d'un régime alimentaire insuffisant, la petite Shireen risquait fort de décéder avant l'âge de deux ans. Sa mère a été encouragée à participer aux activités mensuelles de Save the Children dans son village par des distributions gratuites de nourriture, et des bénévoles locaux ont travaillé avec le personnel de l'organisation pour améliorer le régime alimentaire de Shireen, qui a commencé à prendre du poids. Le forage d'un puits tubé et la mise en place de latrines sanitaires ont constitué un progrès immédiat pour les membres de la famille de Shireen tout en leur apportant l'espoir d'une meilleure nutrition et d'une réduction des maladies à long terme.

MODIFIER LES COMPORTEMENTS

Le programme Jibon-O-Jibika de Save the Children vise à amener les mères à modifier leurs habitudes en ce qui concerne l'alimentation des bébés et des enfants en bas âge, ainsi que leur suivi médical. Il veille également à ce que les services médicaux nécessaires soient disponibles. La distribution d'une aide alimentaire modeste encourage les mères des familles les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire à suivre des cours de formation pour modifier leur comportement.

En juin 2007, après deux ans de mise en œuvre du programme, les résultats sont impressionnants :

- Quelque 311 080 mères et enfants bénéficient de services médicaux et les taux de fréquentation de tous les dispensaires sont particulièrement élevés.
- L'eau de plus de 29.000 puits tubés a été analysée pour y détecter la présence d'arsenic ; le nombre de familles disposant de latrines sanitaires a augmenté de 37 %.
- La production et la consommation de légumes à feuilles alimentaires ont augmenté.

Parallèlement, Save the Children collabore étroitement avec les pouvoirs publics locaux et les associations de 66 des zones côtières les plus vulnérables pour faire face aux urgences. Plus de 1 200 bénévoles ont été formés et équipés pour intervenir en cas de catastrophes. Ils prévoient d'améliorer les abris contre les cyclones, font des exercices pour améliorer les alertes, mènent des missions de recherche et de sauvetage après les inondations et procèdent à des évaluations rapides en vue de la distribution de secours d'urgence. L'accès aux

stocks alimentaires d'urgence ainsi que la mise en place de l'infrastructure et du personnel nécessaires pour les distributions ont sauvé des vies et réduit la souffrance lors des catastrophes.

UNE AIDE ALIMENTAIRE EFFICACE

Des études ont démontré que l'apport d'une aide alimentaire ciblée de manière efficace est essentiel pour assurer la sécurité alimentaire au Bangladesh, non seulement pour les secours d'urgence dans le court terme, mais également pour le développement économique à long terme. Les secours alimentaires ont permis de sauver des vies. L'aide alimentaire étroitement liée à des objectifs de développement bien définis, tels que l'amélioration de l'infrastructure, l'augmentation de la production ou l'appui aux services sociaux tels que l'éducation, a permis de réduire la pauvreté et de contribuer à un accroissement de la sécurité alimentaire des ménages.

La constitution de réserves alimentaires et l'emploi de l'aide alimentaire pour réduire les fluctuations des prix des céréales, en particulier pour éviter les effets négatifs sur les producteurs, ont contribué à la stabilité générale de l'approvisionnement en céréales au Bangladesh et tous les habitants en ont bénéficié.

On obtient les meilleurs résultats lorsque l'aide est à la fois judicieusement ciblée et orientée vers la réalisation d'objectifs de développement spécifiques dans le cadre d'un programme général.

Mais il faut davantage que des vivres pour lutter contre la faim. L'efficacité de l'aide alimentaire est maximisée lorsqu'elle est alliée à une aide financière. Il faut des ressources financières, par exemple, pour apprendre aux gens à produire leur propre nourriture, leur fournir les intrants initiaux nécessaires et suivre leurs progrès.

Toutefois, dans certains cas, les bénéficiaires de l'aide, en particulier les femmes, préfèrent l'aide alimentaire à l'aide financière, en partie parce qu'elles contrôlent celle-ci plus facilement. Les études menées dans les pays développés comme dans les pays en développement révèlent que la consommation alimentaire est plus élevée lorsque l'on fournit une aide alimentaire directe au lieu d'une aide financière. Au Bangladesh, étant donné la gravité de la sous-alimentation et l'ampleur du phénomène de la faim, l'apport d'une aide alimentaire directe est essentiel.

NOUVELLES ORIENTATIONS POUR L'AIDE ALIMENTAIRE

Selon certaines estimations, environ la moitié des 143 millions d'habitants du Bangladesh n'ont toujours pas les moyens de s'alimenter convenablement (42 % des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté). Bien que la croissance économique et les politiques régissant les marchés soient indispensables pour éliminer la pauvreté, les 20 % de la population les plus pauvres restent gravement sous-alimentés et incapables de participer aux activités économiques. Il est vital pour eux, pour leur sécurité tant financière qu'alimentaire, qu'un filet de sécurité sous forme d'aide alimentaire directe soit en place.

L'aide alimentaire apportée au Bangladesh diminue du fait de la réduction de l'aide globale au développement. La hausse des prix des biens et des transports ainsi que la réorganisation des priorités du gouvernement américain ont joué un rôle dans la réduction de la disponibilité de l'aide alimentaire. Les répercussions se font déjà sentir sur le terrain sous forme de coupes opérées dans certains programmes de l'USAID. Une pénurie de fonds a retardé la mise en œuvre et l'expansion de certaines activités, telles que le traitement d'enfants souffrant de maladies respiratoires aiguës et de diarrhée. Les distributions de vivres à certains bénéficiaires devront être progressivement supprimées plus tôt que prévu. De plus, les activités visant à réduire la vulnérabilité des collectivités et des ménages aux phénomènes naturels par une préparation adéquate ne seront pas étendues à toutes les zones vulnérables desservies par le programme Jibon-O-Jibika.

L'aide alimentaire liée à la réalisation d'objectifs de développement spécifiques a fait la preuve de son efficacité au Bangladesh. Elle a eu pour effet d'accroître les revenus des ménages, de permettre aux filles de faire leurs études et de les terminer, et de réduire l'insécurité alimentaire durant les périodes de disette.

L'aide financière, quant à elle, est essentielle pour s'assurer que l'aide alimentaire est programmée de manière efficace de façon à améliorer l'éducation et les soins médicaux, à faciliter l'accès à l'eau potable et à apporter des secours en cas d'inondations. Des programmes novateurs peuvent combiner assistance financière, aide alimentaire et, parfois, transferts de fonds.

Étant donné leurs effets positifs, les apports réguliers d'aide alimentaire appuyés par un soutien financier adéquat devraient continuer de figurer au rang des priorités pour le Bangladesh. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques du gouvernement des États-Unis.



Près de la moitié des habitants du Bangladesh, tels que ces résidents d'un camp de secours situé à Dacca, n'ont pas les moyens de s'offrir une alimentation adéquate.

© AP Images/Pavel Rahman

Documentation complémentaire

LIVRES ET ARTICLES

Barrett, Christopher. *Food Aid After Fifty Years: Recasting Its Role.* New York: Routledge, 2005.

Bourlaug, Norman. *The Green Revolution, Peace, and Humanity.* 1970 Nobel Peace Prize lecture.
http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1970/borlaug-lecture.html

The Development Effectiveness of Food Aid: Does Tying Matter? Paris: Organization for Economic Cooperation and Development, 2005.
[http://webdomino1.oecd.org/comnet/dcd/untiedpublicws.nsf/viewHtml/index/\\$FILE/pdf_Food%20aid%20study_en.pdf](http://webdomino1.oecd.org/comnet/dcd/untiedpublicws.nsf/viewHtml/index/$FILE/pdf_Food%20aid%20study_en.pdf)

Dugger, Celia W. "CARE Turns Down Federal Funds for Food." *New York Times* (9 August 2007): p. A1.

Dugger, Celia W. "Bush Gains Support for New Approach on Global Food Aid." *International Herald Tribune, Americas Edition* (21 April 2007).
<http://www.ihf.com/articles/2007/04/21/america/web-0421food-35235.php>

Edkins, Jenny. *Whose Hunger? Concepts of Famine, Practices of Aid.* Minneapolis: University of Minnesota Press, 2002.

Kent, George. *Freedom From Want: The Human Right to Adequate Food.* Washington, DC: Georgetown University Press, 2005.

Melito, Thomas. *Foreign Assistance: Various Challenges Limit the Efficiency and Effectiveness of Food Aid.* Washington, DC: U.S. Government Accounting Office, 24 May 2007.
<http://www.gao.gov/new.items/d07905t.pdf>

O'Neill, Helen, and John Toye, eds. *A World Without Famine? New Approaches to Aid and Development.* New York: St. Martin's Press, 1998.

Raney, Terri, and Prabhu Pingali. "Sowing a Gene Revolution" *Scientific American*, vol. 297, no. 3 (September 2007): pp. 104-111.

Runge, C. Ford, et. al. *Ending Hunger in Our Lifetime: Food Security and Globalization.* Washington, DC: International Food Policy Research Institute, 2003.

Schaible, Ulrich E., and Stefan H. E. Kaufmann. "Malnutrition and Infection: Complex Mechanisms and Global Impacts." *PLoS Medicine*, vol. 4, no. 5 (May 2007): pp. 806-812.

U.S. Agency for International Development. *Celebrating Food for Peace, 1954-2004: Bringing Hope to the Hungry.* Washington, DC: USAID, 2004.
http://www.usaid.gov/our_work/humanitarian_assistance/ffp/50th.

World Trade Organization. *Agriculture Negotiations: Backgrounder, Food Aid.* 2002.
http://www.wto.org/english/tratop_elagric_elnegs_bkgnd25_ph2foodaid_e.htm

SITES INTERNET

GOVERNEMENT AMÉRICAIN

U.S. Agency for International Development, Office of Food for Peace
http://www.usaid.gov/our_work/humanitarian_assistance/ffp

U.S. Department of Agriculture, Economic Research Service
<http://www.ers.usda.gov/Browse/TradeInternationalMarkets/FoodSecurityHunger.htm>

U.S. Department of Agriculture, Foreign Agricultural Service
<http://www.fas.usda.gov/food-aid.asp>

U.S. Department of State

<http://www.state.gov/e/eeb/tpp/c10325.htm>

U.S. Mission to the UN Agencies in Rome

<http://usunrome.usmission.gov>

AUTRES SOURCES

Alliance for a Green Revolution in Africa

<http://www.rockfound.org/initiatives/agralagra.shtml>

The Alliance for a Green Revolution is a joint initiative of the Rockefeller Foundation and the Bill and Melinda Gates Foundation to promote agriculture development to reduce hunger and poverty in Africa — similar to the Green Revolution of the 1960s.

Consultative Group on International Agricultural Research

<http://www.cgiar.org>

The Consultative Group on International Agricultural Research, better known by its acronym CGIAR, is made up of representatives from countries, international and regional organizations, and private foundations. The group promotes sustained agricultural growth that benefits the poor through scientific research in agriculture, forestry, fisheries, policy issues, and the environment.

Famine Early Warning Systems Network

<http://www.fews.net>

Experts in the United States and Africa feed data into the Famine Early Warning Systems Network, which is a system that monitors and analyzes information — including remotely sensed data and ground-based meteorological, crop, and rangeland conditions — that could indicate potential threats to food security.

Food and Nutrition Technical Assistance Project

<http://www.fantaproject.org>

The USAID-funded Food and Nutrition Technical Assistance Project, which is managed by the Academy for Educational Development, works to integrate strategies to combat food insecurity and malnutrition with a focus on women and children, and provides this information for governments, nongovernmental organizations, and other groups that work in the field.

Hunger Web

<http://nutrition.tufts.edu/academic/hungerweb>

Hunger Web is an academic Web site run by Tufts University's Friedman School of Nutrition Science and Policy that provides general information, research findings, and links to people interested in learning about and combating hunger on a local, regional, national, or international stage.

International Food Policy Research Institute

<http://www.ifpri.org>

The International Food Policy Research Institute has a two-fold mission: to help develop local, national, and international public policies that lead to sustainable food security and improvements in nutrition, and to conduct and disseminate research into sound food policies.

Partnership to Cut Hunger and Poverty in Africa

<http://www.africanhunger.org>

The Partnership to Cut Hunger and Poverty in Africa is led by American and African leaders and aims to marshal public and private support in the United States to end hunger on the continent through a focus on strengthening its food and agricultural sectors.

United Nations Food and Agriculture Organization

<http://www.fao.org>

A sister agency to the World Food Program, the U.N. Food and Agriculture Organization works in developed and developing countries to end world hunger. It focuses its efforts on developing rural areas, which it says are home to 70 percent of the world's hungry.

United Nations World Food Program

<http://www.wfp.org/english>

The U.N. World Food Program is that international body's leader in fighting world hunger and operates programs that feed millions of hungry people across the globe. The agency's Web site includes an interactive "hunger map" that shows countries where hunger is most prevalent.

World Health Organization

<http://www.who.int/nutrition/en/index.html>

The World Health Organization is the U.N. body responsible for global health matters and focuses, among other things, on the importance of nutrition to health and development.

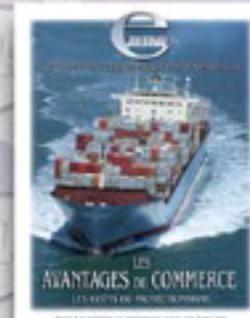
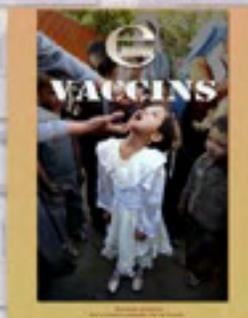
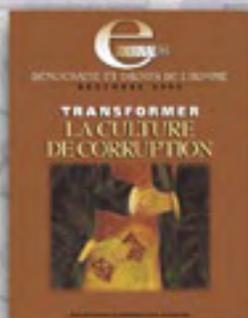
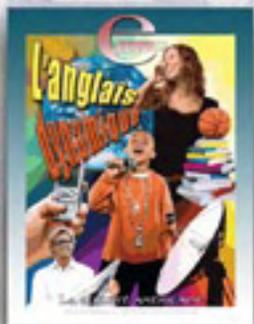
Le département d'État des États-Unis décline toute responsabilité quant au contenu ou à la disponibilité de la documentation citée ci-dessus. Tous les liens Internet étaient actifs en septembre 2007.



**UNE REVUE MENSUELLE
PROPOSÉE DANS
DIFFÉRENTES LANGUES**

Cinq éditions thématiques :

- Perspectives économiques
- Objectifs de politique étrangère
- Dossiers mondiaux
- Démocratie et droits de l'homme
- La société américaine



CONSULTEZ LA LISTE COMPLÈTE DES TITRES
<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>